

La fête des 20 ans d'OVR bat son plein !

Depuis plusieurs mois, les commémorations des 20 années d'existence du mouvement *Opération Villages Roumains* se succèdent à un rythme soutenu dans chacune des coordinations. Celle qui est organisée par OVR-Suisse aura lieu au début du mois de mai et nous espérons bien pouvoir compter sur la présence de chacun d'entre vous.

Depuis plusieurs mois aussi, nous avons entrepris de présenter une vue d'ensemble de ce qui s'est fait durant ces 20 années, de l'impact que cela a eu sur la société rurale roumaine, des problèmes que cela a posés et de ceux qui se posent actuellement, pour la suite à donner à cet élan de générosité et d'altruisme que constitue l'existence de notre ONG peu banale. L'avant-dernière partie de cette approche, présentée dans ce numéro, met l'accent sur la qualité et la diversité de quelques projets porteurs symptomatiques de l'esprit OVR, tant dans ce qu'ils ont de positif que dans les limites auxquelles ils se sont heurtés ou se heurtent encore. Il ne faut pas se voiler la face ni se leurrer : l'acceptation de la réalité des situations est une condition *sine qua non* d'une amélioration future de ce qui existe et d'un non retour aux travers antérieurs. Même si elle ne fait pas toujours plaisir à entendre sur le moment même ! Car, sinon, comment faire un bilan honnête d'une situation passée, pour

avoir une vue prospective du futur, vue qui va, elle-même, conditionner les choix des actions présentes ?

Les deux dernières commémorations, auxquelles les représentants d'OVR-CH ont été invités, ont justement mis le doigt sur cette triple réalité. La coordination roumaine de la structure OVR-International nous a demandé de participer aux journées spéciales organisées à Bucarest, les 26-27-28 février derniers, sur le thème : « 20 de ani – Trecut, prezent și viitor ». Trois journées intenses, qui ont permis de nombreux contacts enrichissants, au cours des différentes manifestations qui ont jalonné cet événement, successivement à l'Institut culturel roumain, pour la commémoration officielle et le vernissage d'une exposition, à l'Académie roumaine, pour l'organisation d'un colloque, et au Muzeul Țăranului Român (Musée du Paysan), pour une table-ronde sur les jeunes et le devenir du milieu rural roumain.

Devant la richesse des personnes rencontrées et des idées abordées au cours de ces journées, nous avons fait le choix de ne vous en parler – dans ce numéro-ci – que de façon globale, par le biais d'un communiqué de presse relativement détaillé, émis par l'agence *Mediafax*, à Bucarest, sous le titre : « L'Association Opération Villages Roumains, décorée par le président Băsescu ». Ensuite, très prochainement, nous aurons le plaisir de sortir un numéro spécial du *Réseau*, contenant une série d'articles originaux, écrits par différents intervenants à ces journées de Bucarest. Ce numéro sera bilingue *français-roumain* et, outre sa distribution habituelle, sera largement acheminé dans les différentes communes rurales de Roumanie.

La dernière commémoration en date a eu lieu en Belgique, où l'ambassadeur de Roumanie à Bruxelles a voulu célébrer les 20 ans d'OVR par une réception officielle à sa résidence, le 2 avril courant. Outre les 3 associations belges – OVR-CFB/DGB (Belgique francophone), ADR (Belgique néerlandophone) et PVR (Partenariat Villages Roumains) – une délégation des Pays-Bas, de Roumanie et de Suisse ont également été invitées. Nous nous en faisons l'écho dans ce numéro.

A notre tour d'organiser une Assemblée générale de commémoration et d'y inviter nos membres, ainsi que nos partenaires. Une palette choisie d'intervenants à la table-ronde de l'après-midi lui donnera un relief tout particulier à l'occasion de ce 20^e, ainsi que la chorale OVR reconstituée pour l'occasion !

Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

La fête des 20 ans d'OVR bat son plein !

- Les 20 ans d'OVR en Roumanie

L'association OVR décorée par le Président Băsescu

- Les 20 ans d'OVR en Belgique

Réception à la Résidence de l'Ambassadeur

- Les 20 ans d'OVR en Suisse

Assemblée générale à Crissier

- 20 ans déjà ! – OVR et le monde rural roumain

Quelques projets porteurs

- Où en sommes nous dans nos partenariats ?

Situation actuelle en Suisse et en Roumanie

- Nouvelles de Roumanie

Rédaction : Martine BOVON-DUMOULIN, Simone HÜBSCHER, Rose-Marie KOCH, Laura MITRAN, Alain NICOLA, Marian PAPAĞI, Pascal PRAZ, Hubert ROSSEL

Photos : Christiane BÉGUIN, Alex DÉCOTTE, Rose-Marie KOCH, Alburnus Maior, OVR-CFB/DGB, Hubert ROSSEL

Mise en page : Hubert ROSSEL

Les 20 ans d'OVR en Roumanie

L'Association OVR décorée par le Président Traian Băsescu

Un communiqué de presse de l'agence Mediafax a été publié, à Bucarest, à l'occasion des trois journées commémoratives des 20 ans de l'Opération Villages Roumains, organisées à la fin du mois de février. Nous le reprenons, tel quel, pour permettre d'avoir une vue d'ensemble de l'événement, avant d'y revenir de façon détaillée dans le numéro spécial qui sera publié prochainement à cette occasion.

Le Président Traian Băsescu a décerné l'Ordre du « Mérite Culturel », grade de Commandeur, à l'Association internationale Opération Villages Roumains (OVR), qui fête ces jours-ci 20 ans d'activité menée pour sauver les villages roumains. Le Président a décerné à l'Association Opération Villages Roumains l'Ordre du « Mérite Culturel », grade de Commandeur, Catégorie E – « Patrimoine culturel national », par un décret signé le 25 février. Le conseiller présidentiel Cristian Preda a décoré le président d'OVR-International, Michel De Backer, jeudi soir à l'Institut culturel roumain (ICR), où a eu lieu l'ouverture des événements commémoratifs des 20 ans d'activité de l'association, créée dans le but de sauver les villages roumains de la systématisation communiste et de les soutenir après la Révolution.

L'Organisation a été fondée le 22 décembre 1988 à Bruxelles par le journaliste belge Paul Hermant et le professeur roumain Nelu Negruțiu qui se trouvait alors en Belgique, mais son lancement officiel a eu lieu lors d'une conférence de presse le 3



Photo Hubert ROSSEL

Mihnea Berindei, membre fondateur, à l'Institut culturel roumain. Rappel du contexte historique de la création d'OVR

février 1989. Ensuite, l'OVR s'est étendue à 15 pays européens, parmi lesquels la France, la Suisse, la Hollande et la Grande-Bretagne, et environ 3000 communes de ces pays ont adopté un village roumain. Après la Révolution de 1989, les vil-

lages roumains ont reçu de l'aide humanitaire de la part des communes qui les ont adoptés, tandis que les paysans roumains ont visité les localités occidentales jumelées. Comme l'a précisé Francisc Giurgiu, président d'OVR-Roumanie, dans une conférence de presse tenue jeudi au Club du Paysan, avant l'intégration de la Roumanie à l'Union européenne, 70 000 paysans roumains des villages adoptés avaient déjà rendu visite aux communes occidentales partenaires.

Durant la même période, les paysans roumains ont pu participer à divers stages pour améliorer les conditions de vie post-communistes en milieu rural et pour apprendre ce que signifie la valorisation du patrimoine rural. Par ailleurs, par l'OVR – une organisation européenne unique, sans correspondant pour un autre pays de l'ancien bloc communiste – les citoyens étrangers, affiliés au réseau de partenariat entre communes, sont venus en Roumanie visiter les villages qu'ils avaient adoptés, encourageant le tourisme rural.

Le conseiller présidentiel Cristian Preda a lu à l'ICR le message du président Traian Băsescu, dans lequel celui-ci exprime sa reconnaissance, au nom des Roumains, envers ceux qui ont initialement fondé l'OVR, organisation « destinée à sauver le village roumain du désastre planifié avec tant de méticulosité, au nom du progrès, par un Etat totalitaire se trouvant sur le seuil de sa décomposition ». « Le dévouement avec lequel des organisations de toute l'Europe et de hauts fonctionnaires ont adhéré à ce mouvement me donne le courage d'affirmer que l'Europe a la chance de s'appuyer, au-delà des facteurs économiques et politiques, sur une solidarité humaine et un désir de garder et de transmettre des valeurs communes », a précisé Traian Băsescu. Le Président indique encore, dans son message, que l'aide offerte au village roumain « a énormément compté, non seulement pour la préservation de la mémoire culturelle nationale, mais aussi pour l'héritage culturel européen, le foyer roumain représentant, en fait, un élément de la genèse de la civilisation dans ces contrées ». OVR est « un exemple éloquent, de par l'ampleur et la force des projets nés dans la conviction » qui « a contribué à la manière par laquelle nous nous percevons et gardons nos propres traditions », affirme encore le message présidentiel, énumérant les mérites de l'OVR d'avoir revitalisé l'espace rural, de l'avoir remis au

centre de l'attention par la diversification de son potentiel réel, « sauvant des vies humaines d'une existence déroutante, encourageant les institutions locales à édifier leurs propres repères vers une reconstruction future ».

Ont encore pris la parole à cette occasion jeudi soir à l'ICR, parmi d'autres, et pour féliciter l'OVR, le président de l'Institut, Horia-Roman Patapievici ; le ministre de la Culture, Theodor Paleologu ; Gheorghe Pătrașcu, architecte-chef de la capitale auprès de la Mairie de Bucarest ; l'ambassadeur de Belgique à Bucarest, Leo d'Aes ; l'ambassadeur de France à Bucarest, Henri Paul ; et le délégué de la Communauté française Wallonie-Bruxelles à Bucarest, Fabienne Reuter. Le Président de l'ICR, Horia-Roman Patapievici, a souligné le fait que l'OVR a été « l'entreprise d'hommes pleins de cœur », autant contre l'Etat totalitaire roumain que contre les gouvernements des pays libres qui respectaient Ceaușescu. De cette manière, a fait remarquer Patapievici, les fondateurs de l'OVR, parmi lesquels on compte Mihnea Berindei et Edith Lhomel, ont été seuls contre tous et ont fait preuve, non seulement de chaleur humaine, mais aussi d'efficacité dans leur action. Le président de l'ICR a par ailleurs dit que l'OVR peut être considéré comme un modèle pour ce que la société civile peut faire toute seule contre l'Etat.

Et le ministre de la Culture, Theodor Paleologu, a loué l'initiative OVR et a évoqué, comme Patapievici, les transmissions de la *Radio Europe Libre* dans lesquelles on parlait de cette opération. D'autre part, Paleologu a dit que ce n'est pas totalement un plaisir pour lui d'assister à la fête des 20 ans d'activité de l'OVR, parce qu'il se rend compte que, après ces 20 ans, le problème de la destruction du patrimoine persiste toujours. Le ministre de la Culture a par contre indiqué que, si auparavant l'Etat détruisait systématiquement le patrimoine, maintenant ce dernier est détruit de façon chaotique. « Nous avons privatisé la destruction du patrimoine », a fait remarquer Paleologu, précisant que cette destruction se fait en partenariat public-privé, ce qui en Roumanie ne signifie pas que l'Etat bénéficie de l'argent de sources privées, mais que l'argent public parvient dans les poches des privés.

L'ambassadeur de France à Bucarest, Henri Paul, a tenu par contre à montrer que quelque chose a aussi changé en Roumanie durant les 20 dernières années, soulignant que « la Roumanie est entièrement en Europe, elle a accès aux financements européens et au savoir-faire européen ». « La Roumanie n'est plus isolée, elle compte parmi les pays européens. Voici ce qui a changé », a dit l'ambassadeur de France.

Ont encore pris la parole, jeudi soir à l'ICR, pour évoquer les moments importants de l'existence de l'OVR, des représentants de l'organisation, parmi lesquels son président Michel De Backer, la présidente de l'OVR-France, Evelyne Pivert, le président

de l'OVR-Roumanie, Francisc Giurgiu, ainsi que les membres fondateurs Mihnea Berindei et Edith Lhomel.

La manifestation a aussi inclus la projection d'un reportage de Michel De Backer, contenant des témoignages de Paul Hermant, Mihnea Berindei, Doina Cornea et d'autres personnes qui ont soutenu l'OVR dans sa démarche. Par ailleurs, dans le hall de l'ICR, des panneaux ont été exposés avec des images et des textes, sous le titre « OVR – 20 ans : Passé-Présent-Avenir ».



Photo Hubert ROSSEL

Păun Ion Oțiman, membre fondateur, à l'Académie roumaine. Ouverture du colloque 1988-2008 : "origines, valeurs et réalisations"

L'Académie roumaine va accueillir vendredi, à partir de 9h, un colloque consacré à la mémoire et à sa transmission, de même qu'à l'expérience accumulée pendant ces 20 ans de l'Opération Villages Roumains. Samedi, entre 9h30 et 12h, au Musée du Paysan Roumain, se tiendra une table ronde sur l'avenir de la jeunesse en milieu rural. Le programme continuera, dès 13h, avec la réunion OVR-International, sous le générique « Perspectives d'avenir pour OVR – pistes de travail », tandis que dès 16h, à l'Institut Français, aura lieu une projection cinématographique organisée par l'OVR dans le cadre du Festival du Film belge francophone.

Les événements dédiés à l'anniversaire de l'OVR se déroulent sous le haut patronage du Président de la Roumanie et sont organisés par l'OVR en partenariat avec la Délégation Wallonie-Bruxelles à Bucarest, les Ambassades de Belgique et de France, sous le patronage de l'Académie roumaine, de l'Institut culturel roumain et du Musée du Paysan roumain, avec le soutien des ambassades de Roumanie à Bruxelles et à Paris.

Laura MITRAN, laura.mitran@mediafax.ro
(27 février 2009)

Traduction : Alain NICOLA

Les 20 ans d'OVR en Belgique

Réception à la Résidence de l'Ambassadeur

Répondant à l'invitation de PVR (Partenariats Villages Roumains, Belgique), la coordination OVR-Suisse, représentée par Christiane Béguin, Rose-Marie Koch, Hubert Rossel et Pascal Praz, a participé aux différentes rencontres organisées par PVR pour marquer les 20 ans de l'Opération Villages Roumains. La coordination OVR-Roumanie y était représentée par son président Francisc Giurgiu.

Réception à l'Ambassade de Roumanie

L'ambassadeur de Roumanie à Bruxelles, SE M. Ovidiu Dranga, a souhaité marquer sa gratitude pour l'engagement durant 20 ans en faveur des villages roumains. Lors d'une réception à sa Résidence, organisée le 2 avril dernier, il a décerné une récompense symbolique aux trois associations belges (OVR-CFB/DGB, Belgique francophone – ADR, Belgique partie flamande – PVR), ainsi qu'à l'OVR-Roumanie. Participaient également à cette réception les représentants de l'OVR-NL et de l'OVR-CH.



Photo Hubert ROSSEL

A la résidence de l'Ambassadeur à Bruxelles. Rencontre des délégations OVR-RO, OVR-NL, OVR-CH et PVR

Cette rencontre a aussi été l'occasion de remercier les « fondateurs » du mouvement Opération Villages Roumains.

Parlement européen

PVR a aussi organisé à l'intention de l'OVR-RO et de l'OVR-CH une visite du Parlement européen. Cette visite, composée d'un film de présentation et de la visite de l'hémicycle, était

également l'occasion de rappeler l'échéance des élections européennes du 7 juin 2009.

UNCJR

L'UNCJR (Union Nationale des Conseils départementaux de Roumanie), par sa coordinatrice Mme Liliana Mangeac, nous a également reçu dans ses locaux de Bruxelles pour une présentation des activités et des rôles de l'UNCJR, qui regroupe les 41 Conseils départementaux de la Roumanie.

Les rôles de l'UNCJR à Bruxelles sont :

- promotion des valeurs européennes et des partenariats en tant qu'outil clé de l'intégration des communautés locales ;
- transfert d'informations vers les membres ;
- promotion, soutien et représentation des intérêts des départements roumains auprès des institutions européennes ;
- contribution à la compréhension de l'agenda de l'UE, des programmes et des politiques qui touchent les communautés locales et régionales ;
- développement des partenariats avec les différents acteurs européens.

Chaque « județ » roumain dispose d'une place de travail pour un représentant. Désignés par les Conseils départementaux qui le souhaitent, les « stagiaires » peuvent rester une durée maximum de 3 mois (renouvelable), afin de se former aux rouages de l'UE, préparer des dossiers de financement et promouvoir le județ auprès des institutions européennes.

Vous trouverez plus d'informations sur le site de l'UNCJR : www.uncjr.org.

Rencontre avec le comité de PVR

Une rencontre OVR-RO, PVR et OVR-CH a permis aux différents partenaires de mieux faire connaissance, d'échanger points de vue, idées et projets.

Différents engagements ont été pris, particulièrement concernant la Maison OVR. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Nous avons donc le sentiment d'avoir bien travaillé avec, comme dénominateur commun, LA ROUMANIE, car c'est cela qui nous unit depuis 20 ans...

Pascal PRAZ

Dans les archives d'OVR en Belgique

Le Diable et le Père Noël

Durant sa présence en Belgique, lors de la rencontre organisée à l'occasion des célébrations du 20^e anniversaire d'OVR par PVR, Francisc Giurgiu, président d'OVR-RO, a eu l'occasion de visiter le Mundaneum à Mons. Dans ce centre d'archives de la Communauté française de Belgique, se trouvent toute une série de documents se rapportant à la création du mouvement OVR et à son développement durant les premières années. Les documents sont à consulter sur place, mais Francisc a pu obtenir un exemplaire (à double) d'un texte écrit en français, le 22 février 1990, par l'écrivain et académicien roumain Marian Papahagi. Nous ignorons le but dans lequel ces quelques mots ont été écrits par ce critique littéraire, essayiste et traducteur roumain, ancien directeur de l'Académie roumaine à Rome. Mais ces quelques réflexions reflètent parfaitement l'étonnement, voire l'incrédulité, de certains intellectuels roumains face au mouvement naissant de l'OVR. « Et pourtant, dit-il, c'est là le miracle : l'improbable dialogue a eu lieu ! »

Cela a commencé pour moi avec le coup de téléphone d'un de mes meilleurs amis : il me proposait d'aider les convois des Belges qui, en provenance des communes qui avaient adopté des villages roumains, venaient en Roumanie avec des aides. J'avais, bien sûr, entendu parler de l'OVR à la Radio Free Europe mais, maintenant, il s'agissait de quelque chose de plus concret et de plus précis. Je n'ai donc pas eu le temps de trop réfléchir autour des significations possibles de cette extraordinaire initiative, qui avait eu un si grand rôle dans l'activation de la conscience européenne par rapport à la situation de la Roumanie (on était, d'ailleurs, aux premiers jours de la Révolution, les plus exaltants et les plus terribles, et il n'y avait pas vraiment assez de temps pour être subtils). J'ai donc essayé de former, d'un jour à l'autre (mais parfois d'une heure à l'autre, à l'aide de mes amis, un réseau efficace qui puisse prendre sur soi la tâche d'accueillir tous ces gens qui venaient dans un pays presque ou totalement inconnu, dont ils se faisaient assez probablement une idée qui n'était pas tout à fait exacte, et j'ai passé des heures et des jours d'affilée à répondre au téléphone, à organiser l'accueil, à donner des informations sur le temps et les routes à suivre, un travail plutôt monotone mais nécessaire quand-même.

Ce n'est qu'après quelque temps (et surtout après les premières nouvelles eues des villages déjà visités par nos amis) que j'ai commencé à penser à tout ce qu'il y avait de compliqué et même d'improbable dans tout ceci. Comment peut-on comprendre la mentalité du paysan roumain sans avoir lu Blaga et Rebreanu, Mircea Vulcănescu, Marin Breda ou David Prodan ? Et qu'est-ce qu'il pouvait savoir, l'obscur laboureur de la terre transylvain, moldave ou valaque, à l'arrivée de ces convois multicolores, de la mentalité du robuste Brabançon ou du Norvégien flegmatique et barbu, à l'air de marin, qui venaient le retrouver chez lui ? Je connaissais l'immense méfiance de notre paysan envers tout ce qui lui restait, pas clair et pas compréhensible. Il ne faut pas ou-

blier que pendant presque cinquante ans l'étranger avait été, pour la propagande officielle, le Diable lui-même : il ne faisait qu'espionner, qu'introduire dans le pays des revues interdites ou des drogues, il était, de surcroît, l'ennemi juré du socialisme et, enfin, pourri comme le système qu'il représentait. Tout au plus était-il un mal nécessaire, car il avait les devises dont l'Etat le plus heureux et le plus libre du monde (c'est-à-dire la Roumanie) ne pouvait malheureusement pas se passer ! La « pensée captive » comprend une quantité de clichés qu'il n'est pas facile d'éliminer, la mémoire n'est jamais un terrain qu'on puisse déblayer à son aise. Néanmoins, il était possible aussi qu'après le choc initial, ceux qui venaient, pour des raisons mystérieuses, avec des « cadeaux », soient pris pour autant de Pères Noël, une image, celle-ci, tout aussi *inconvenable* que la précédente.

Et pourtant, c'est là le miracle : l'improbable dialogue a eu lieu ! De tous les sens possibles que l'initiative de l'adoption des villages roumains pourrait revêtir, le plus important et le plus profond provient de cette inattendue vérité. Le paysan roumain n'est pas le bon sauvage, tout comme le brave Belge qui, d'une façon apparemment si inconsidérée, a chargé un camion pour s'y jeter dedans et parcourir, au beau milieu des Fêtes, des milliers et des milliers de kilomètres vers un pays totalement inconnu pour lui, et qui lui avait été indifférent jusque là, n'était pas, lui, le tonton d'Amérique ! Construire une autre Europe, plus riche et plus complète à partir de l'incroyable rencontre qui a, des centaines de fois, eu lieu dans nos villages, me semble un projet admirable et courageux. Et si le paysan roumain a pu avoir là un exemple concret, même si parfois gauche, mais quand-même émouvant, de ce que veut dire se sentir concerné, son visiteur et nouvel ami aura appris, peut-être, que l'Europe elle-même ne finit pas là où passait auparavant le rideau de Fer et qu'ignorer n'importe quelle partie de notre Continent signifie oublier quelque chose de soi-même, et que la perte de mémoire, l'ignorance et l'oubli, tout comme le sommeil de la raison, ne font naître que des monstres.

Marian PAPAHAĞI (1948-1999)

Les 20 ans d'OVR en Suisse

Assemblée générale à Crissier, le 2 mai 2009

C'est à l'invitation des communes de Crissier et Ecublens, d'une part, et des associations Boșoara-Sâmbăta de Sus et Porumbacu de Sus, d'autre part, que les membres d'OVR-CH toujours actifs sur le terrain et les associations, qui à un moment ou un autre l'ont été, se retrouveront à la Salle de spectacles de Crissier.

A l'ordre du jour statutaire habituel, il convient de signaler le renouvellement du Comité pour la période 2009 – 2012. Il est **urgent** que des membres d'associations en activité viennent seconder et remplacer les personnes qui – depuis des années – veillent à la pérennité de la Coordination d'OVR-CH (Dépôt des candidatures auprès du Secrétariat).

En fin de matinée, une vidéo, réalisée par Alex Décotte, retracera vingt ans de partenariats. Les espoirs que le monde rural roumain, oublié de la Roumanie européenne, met encore et toujours en l'OVR seront également évoqués.

Après un repas roumain, des personnalités de Roumanie, de Suisse et roumano-suisse débattront du thème « Collaboration Suisse-Roumanie, et maintenant ? ». Il devrait en sortir des pistes pour les échanges futurs des partenariats OVR-CH.

En cette année anniversaire, la journée se terminera par un magnifique concert de musique folklorique roumaine tout public, dès 17 heures.

Les personnes qui n'ont pas été invitées directement peuvent se renseigner et s'inscrire auprès du Secrétariat (021 634 76 26 / rosemarie.koch@sunrise.ch), d'ici au 25 avril.

Les deux communes qui organisent la commémoration du 20^e anniversaire OVR

Crissier



Photo Rose-Marie KOCH

Au Moyen Age, Crissier dépendait du Chapitre de Lausanne et formait une prébende. Un *mayor* et un *mestral* y exer-

çaient la moyenne et la basse justice au nom des chanoines. C'est pourquoi la commune a repris, en 1921, les émaux du Chapitre, en y faisant brocher deux mousquets qui figuraient déjà sur un ancien sceau de la communauté de Crissier.

Au temps des Romains déjà, Crissier se trouvait au croisement de routes importantes. On y a retrouvé, notamment au pied de la falaise de molasse de Montassé, une villa romaine.

Son église date de 1598 et son château, qui abrite depuis peu les collections de films publicitaires, de 1689.

Le développement rapide de Crissier a permis la venue de grandes industries. Plus de 700 entreprises, industries, artisanats et commerces procurent près de 6000 postes de travail.

En matière d'urbanisme, le règlement du plan d'extension, plan des zones et police des constructions a été conçu avec le souci de maintenir une certaine harmonie dans les constructions et un équilibre intéressant entre habitat et activités.

Crissier comptait 511 habitants en 1850, puis 2068 en 1950, enfin 6 949 à fin 2008.

Ecublens



Située à l'ouest de la capitale vaudoise, la Commune d'Ecublens s'étend sur une superficie de quelque 571 hectares. Les

voies CFF (Lausanne - Genève et Yverdon) délimitent la localité au nord, la Venoge coule à l'extrémité ouest du territoire communal; au sud, la route cantonale 1 (Lausanne - Morges) marque la frontière avec le bourg voisin de Saint-Sulpice et enfin, vers l'est, le passant aperçoit les constructions de l'agglomération limitrophe de Chavannes-près-Renens.

La commune se compose du regroupement de plusieurs hameaux (Le Motty, Bassenges, Epenex, Le Villars, Rengés). Jusqu'au milieu du vingtième siècle, la population s'occupait

essentiellement des travaux agricoles maraîchers et viticoles. Toutefois, et surtout depuis le début de la décennie soixante, de nombreuses entreprises des secteurs secondaire et tertiaire se sont établies dans la localité. En outre, depuis 1970, les Hautes Ecoles (Université de Lausanne, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne) ont été progressivement déplacées sur des terrains situés au sud d'Ecublens, à Dorigny, et dans la plaine de Bassenges. Quelque 22 500 personnes (étudiants et personnel) s'y activent aujourd'hui.

Alors que l'on dénombrait 1269 habitants en 1950 et 6000 en 1970, 10 725 habitants forment l'effectif de la commune au 31 décembre 2008. Actuellement, parmi les sites typiques, Rengés reste le seul hameau dont on puisse relever la configuration rurale. Pourtant, devant l'intrusion du modernisme, les responsables politiques successifs se sont attachés à préserver un environnement agréable et un cadre de vie harmonieux, grâce à une bonne répartition des zones dans le plan général d'affectation.

CONCERT MUSIQUE FOLKLORIQUE ROUMAINE

CRISSIER

Salle de spectacles

samedi 2 mai, 17 heures

Chorale OVR-CH

Chansons populaires de Suisse et de Roumanie
direction *Alain Nicola*

Musiques traditionnelles roumaines

Laurentiu Baciu

accordéon, hautbois, piano

Alexandru Patrascu

violon

Dorin Cuibariu

clarinettes, caval, flûte de berger, ocarina, taragot

Entrée gratuite, collecte

20 ans déjà ! – OVR et le monde rural roumain

4^e partie – Quelques projets porteurs

Depuis de nombreuses années, les différents niveaux de l'OVR (international, national et local) occupent une place importante dans le cadre du développement des communautés rurales roumaines. L'ensemble des coordinations et des associations locales complètent leurs synergies pour répondre aux besoins locaux, mais aussi – et de plus en plus – aux grandes préoccupations nationales touchant les milieux ruraux. La responsabilité citoyenne passe aussi par cet aspect important de conscientisation de la population dans les domaines sociaux, médicaux, économiques, administratifs...

Certaines de ces préoccupations remontent au début de la décennie, d'abord envisagées par des approches séparées, voire disjointes, à l'intérieur de chacune des coordinations nationales/régionales, puis, ensuite, progressivement coordonnées au niveau global. Les rencontres de Săliște, dont il a déjà été question précédemment dans différents domaines – organisées, en novembre 2003, par la coordination roumaine d'OVR – ont joué un rôle moteur capital dans cette prise de conscience coordonnée. Elles ont été à la base de la formulation de plusieurs projets qui ne prendront corps que par la suite ; mais elles ont aussi été l'occasion de la concrétisation de certains autres qui étaient en gestation depuis quelque temps.

1. Importance des rencontres OVR-I de Săliște

Le rappel de quelques uns d'entre eux, esquissés précédemment et concrétisés à Săliște, n'a pas de prétention à l'exhaustivité, mais vise une simple fonction pédagogique et méthodologique, pour montrer comment l'ONG *Opération Villages Roumains* se situe par rapport aux thèmes abordés, comment elle se sent interpellée par ces différentes problématiques et quelles réponses elle peut et veut y apporter...

a) Campagne de protection des femmes en Roumanie

Les questions en rapport avec les problèmes touchant la famille et l'enfance ont toujours été l'objet de préoccupations suivies (cf., par exemple, en Suisse, VIRET GRASSET A.-M. : 2001, 5-6), mais ceux qui affectent les jeunes femmes prennent, depuis plusieurs années, un relief tout particulier. Lors d'une de leurs réunions « provinciales » sur le thème « *Femmes de Roumanie, femmes de Wallonie, femmes d'Europe* », les membres OVR-CFB/DGB (Belgique) avaient pu recueillir des informations sur les filières de prostitution d'Est en Ouest. Des appels concrets leur avaient été lancés dans deux domaines, concernant la vulnérabilité des femmes roumaines : des actions de

préventions auprès d'elles sur les risques encourus ; un soutien, en Europe occidentale et en Roumanie, des jeunes femmes roumaines qui avaient dénoncé les réseaux et qui se trouvaient dans des centres sécuritaires. Que pouvait faire OVR par rapport à cette problématique ?

La question est portée à la connaissance du réseau OVR-I, lors de son Assemblée générale en novembre 2002, à Crisier/Lausanne, en suivant la démarche suivante : un « brain storming » entre les représentants des différentes coordinations nationales met en évidence le fait qu'il faudrait entreprendre un travail de sensibilisation dans les villages, ainsi qu'une prise de position de l'OVR contre cette pratique. Une diffusion d'*affiches de prévention* pourrait se faire en Roumanie en passant par les partenaires locaux. Il serait aussi possible de contacter les partenaires d'ADR¹, qui ont également une grande expérience de terrain dans ce domaine. Pourquoi ne pas contacter aussi les associations d'étudiants en médecine qui font déjà un travail d'information dans les villages ? Il existe d'ailleurs déjà des affiches dans les dispensaires et les lycées. Une campagne d'information existe déjà sur ce thème en Roumanie, mais surtout dans les villes. Raison de plus pour agir en milieu rural par le biais d'OVR, puisque la plupart de ces jeunes-femmes viennent des milieux ruraux. La décision de principe a donc été prise pour entrer en matière et pour que la signature d'OVR accompagne celle d'autres partenaires qui agissaient déjà sur le terrain.

La commission, créée pour voir comment agir concrètement, avait pris différents contacts et a présenté un état de la situation, un an plus tard, lors des rencontres de Săliște. Elle a proposé l'affichage d'une photo parlante, suggestive, pour attirer l'attention et favoriser la lecture d'un texte qui se serait trouvé en parallèle. La formule choc envisagée – « Et si c'était votre enfant ? » – a finalement été remplacée par « Ne détruisez pas vos enfants ! » (*Nu vă distrugeți copiii !*) par la commission roumaine concernée. Le tout a été accepté par les membres pré-

¹ A l'époque, la coordination belge néerlandophone portait le nom de *Adoptie Dorpen Roemenië*, Adoption des Villages Roumains ; depuis lors, l'association s'est réorganisée et a changé de nom : elle s'appelle *Actie Dorpen Roemenië*, Action pour les Villages Roumains. Le sigle ADR reste donc inchangé.

sents : le texte devait être écrit en roumain, à côté d'une photo percutante (déjà choisie) et une traduction être faite pour les minorités linguistiques (hongrois, allemand, rom). Des contingences pratiques ont finalement limité la traduction au hongrois.

tion locale d'Yvoire (Ardennes belges) lui avait soumis un problème particulier : les 9 000 familles de leur village partenaire, *Gura Cornei/Abrud* (AB), étaient (et sont toujours !) menacées d'expulsion parce que la vallée dans laquelle ils habit(ai)ent a été achetée à la Roumanie par une entreprise canadienne, pour exploiter des mines d'or. Les déchets de cyanure doivent être déposés dans un lac de barrage (*Greenpeace* enquêtait déjà sur place). Comment peut-on réagir face à une telle situation ? Quelle défense peut-on apporter à ces populations ?

NU VĂ DISTRUGEȚI COPIII

De aproape cincisprezece ani Operațiunea Villages Roumains (OVR) - Operațiunea Sateelor Românești - asigură permanent și neobosit legăturile între populațiile din Belgia, Franța, Olanda, Elveția și locuitorii acestor din România.

Aceste legături sunt rezultatul unei prietenii profunde între diferitele comunități și au ca scop realizarea în colaborare a proiectelor referitoare la diverse probleme ale locuitorilor din satele românești.

Astăzi OVR este confruntată cu un nou fenomen social, și anume modul în care sunt tratate fetele umane.

Fără a dori să fim alarmiști, suntem nevoiți să constatăm realitatea unei situații care se manifestă în prezent în marile orașe occidentale: fetele tinere și copiii minori sosiți din țările Europei Centrale fac obiectul prostituției organizate de către rețele mafioase.

În fața acestei situații poziția noastră de părinți și responsabilitatea noastră de adulți ne obligă să vă alertăm.

Pentru această rațiune vă îndemnăm insistent la cea mai mare vigilență atunci când copiii dumneavoastră pleacă în țările occidentale în dorința de a găsi de lucru.

Este imperativ necesar să cunoșteați care sunt condițiile și care sunt organismele care recrutează forța de muncă, pentru că filterele mafioase sunt foarte bine organizate.

Noi sperăm să recepționați mesajul nostru urgent și dorim foarte mult, cu ajutorul dumneavoastră, ca acest fenomen să fie eradicat într-un viitor cât mai apropiat.

Közel tizenöt éve már annak, hogy az Operáció Villages Roumains (OVR) szervezet salvi azt a háltát, amely összeköti a nyugat-európai Belgium, Franciaország, Hollandia és Svédjé lakóit romániai falvak lakosságával.

Ezek a kötések a különböző közösségek szoros baráti szálából szövődtek, gyakran eredményezve közös tervek közös végrehajtását és a romániai OVR megerősítését.

Jelenleg az Operáció Villages Roumains (OVR) egyszóban szembeesül egy új jelenséggel, mely emberi egyéni sorsokat érint.

Annélkül, hogy riadalmat akarnánk kelteni, nem hagyhatjuk figyelmen kívül azokat a realitásokat, amelyekkel a mai nyugati nagyvárosokban találkozunk: Kétfélekorpaí országokból származó fiatal nők és fiatal gyermekek kerülnek a maffia-hálózat által szervezett prostitúció csapdájába.

Ezzel a tényvel szembenézve szülőkként és felelős felnőttekként kötelességünk figyelmeztetni Önöket.

Ezért írjuk óberesgre mindazokat, akik gyermekeiket egy jólizetett munkahely reményében Nyugat-Európai fővárosokba engedik.

Nékülözhetetlen feltelet legyen az, hogy ismerjük azon szervezeteket, amelyek munkát kínálnak, hiszen a maffia igen ügyesen behálózhatja őket.

Reméljük, üzenetünk elérí edjít, mivel reméljük, hogy már a közeljövöben gyökeres változásokat érhetünk el ezen a téren.



Photo Hubert ROSSEL

Affichette créée pour la campagne de protection des femmes en Roumanie

Le montage a été effectué par un membre d'OVR-CH ; la promotion et la diffusion prises en charge par un membre d'OVR-F, de façon professionnelle ; la distribution sur place assurée par l'intermédiaire d'OVR-RO et des partenaires locaux des binômes en relation de partenariat.

En fait, aussi étrange que cela puisse paraître avec le recul du temps, c'était la première fois qu'une action de grande envergure était prise en charge et finalisée par l'ensemble des coordinations OVR, chacune étant responsable d'une partie du projet. D'autres actions avaient déjà été concrétisées auparavant (cf. 2^e partie), mais elles avaient été l'œuvre des « permanents » de l'époque, qui avaient agi au nom de l'ensemble de l'association OVR-I.

Cette action de sensibilisation n'a pas résolu le problème, bien entendu ! Mais elle a participé à une opération d'envergure plus large dans le pays. Ce thème est toujours d'actualité, même si on en parle moins pour la Roumanie qui, malheureusement, n'est qu'un cas parmi de nombreux autres en Europe centrale et orientale².

b) ROSIA MONTANA et l'expulsion des populations

Le contexte du cas de figure de cette triste réalité a été présenté sommairement dans le chapitre relatif aux « *Thèmes de préoccupation & domaines d'engagement* » de l'OVR. Il est connu des membres de l'ONG depuis la rencontre OVR-I de Roosendaal (NL), en septembre 2002, et il a également été rapporté par la coordination belge (OVR-CFB/DGB). L'associa-

² Cf. la récente émission sur le sujet présentée par la chaîne Arte, dans sa soirée thématique : « *Prostitués, clandestins : le grand marché* » (3 février 2009). Le reportage filmé *Trafics*, qui montrait les rouages de ce trafic et l'exploitation des victimes, se situait en République de Moldova, de l'autre côté du Prut, autre « pays source » du même problème.

Une motion de principe avait été acceptée pour entrer en matière, une fois que le cas serait mieux étayé. Plusieurs administrateurs des coordinations OVR nationales étaient intéressés à travailler sur ce thème (« développement durable + tourisme rural »). La Banque mondiale avait déjà bloqué les crédits pour ce projet, suite aux réactions de plusieurs associations roumaines et à l'engagement très marqué de l'Académie roumaine contre ce même projet. Mais l'urgence d'action devenait élevée, parce que l'exploitation voulait terminer l'ensemble du projet en moins de 7 ans, c'est-à-dire avant l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Vu que le programme est « gouvernemental », OVR-RO pouvait-il s'impliquer, à cause de la connotation politique ? Le dossier est toujours très sensible en Roumanie actuellement, à cause de la corruption généralisée qui règne dans le pays, même si elle est moins forte que précédemment.

Lors de la rencontre OVR-I de Mons (B), en mai 2003, il était ressorti que si l'organisation OVR voulait s'engager, il ne fallait pas le faire dans le contexte de la pollution et de l'environnement (d'autres ONG s'en chargeaient déjà), mais bien dans celui de la destruction des cultures villageoises. C'est d'ailleurs ce contexte qui est à la base de la création de l'*Opération Villages Roumains* ! Pour donner plus de poids à cette action, il ne fallait pas que ce soit la coordination OVR-I, seule, qui se manifeste, mais bien l'ensemble des coordinations OVR nationales. L'unanimité des membres présents avait soutenu l'entrée en matière d'OVR-I. Une lettre devait être préparée par le secrétariat (OVR-CH), signée par la présidente (OVR-NL) et le vice-président (OVR-RO) de l'ONG internationale, et envoyée aux instances européennes, aux attachés culturels des Ambassades de Roumanie, au Premier ministre de Roumanie, au Président du Sénat de Roumanie, à l'Académie roumaine... Le président d'OVR-RO se chargerait de collecter les adresses exactes et complètes de ces différentes personnalités et institutions. La lettre devait être envoyée aux différentes coordinations OVR nationales, qui s'en inspireraient – si elles le désiraient – pour agir de façon similaire.

Les rencontres de Săliște ont permis de faire le point de la situation – tout comme pour la campagne précédente sur la protection des femmes. Les lettres avaient bien été envoyées par toutes les coordinations OVR nationales, par l'association OVR-I et par de nombreuses associations OVR locales, sans parler des membres individuels qui l'avaient également signée ou qui s'étaient joints aux listes de pétitionnaires sur Internet³. Les réponses écrites n'avaient pas été nombreuses, semblait-il à l'époque, ou la transmission de l'information n'était pas encore remontée jusqu'aux coordinations. Mais il ne fallait pas sous-estimer le potentiel des réactions non exprimées. Une délégation d'OVR-F et d'OVR-I avait pu en prendre conscience lors d'une réception par l'Ambassadeur de Roumanie en France, à l'occasion de la rencontre OVR-I de Paris, en février 2004. Pour ceux qui avaient pensé que les *lettres de protestation* envoyées par les différentes coordinations membres d'OVR-I n'avaient pratiquement pas provoqué de réactions, le « message » transmis par l'Ambassadeur nous a bel et bien prouvé qu'il n'en était rien, même si toutes ne s'étaient pas manifestées comme tel !

Depuis lors, les péripéties se sont accumulées, mais la question est loin d'être réglée, à l'heure actuelle⁴ ! Dans un premier temps, tout a été bloqué dans l'attente d'une décision officielle du *Gouvernement roumain* et une autre décision de la commission « Environnement » de la *Commission européenne*. Il y est question du respect de la Nature, des Droits de l'Homme et de leurs propriétés. Une nouvelle législation a aussi été promulguée, en Roumanie, sur la gestion de la culture et des biens culturels ; des possibilités plus grandes y sont laissées aux institutions pour accorder des dérogations.

Entre-temps, bloquée momentanément dans ses projets, la « Gold Corporation » a initié une campagne publicitaire dans la presse locale roumaine, en 2006, pour sensibiliser et apeurer la population, en la pressant de signer des lettres de reconnaissance et d'intérêt pour un nouveau projet déposé à Bucarest. Ce lobbying pour faire signer des pétitions s'adressait souvent à des gens qui ne comprenaient pas la portée de leur acte, du fait qu'ils ne connaissaient pas bien la question. Si bien que, pour lutter contre cette politique agressive, Francisc Giurgiu (non seulement président d'OVR-RO, mais aussi – à l'époque – d'OVR-I) a proposé que chaque coordination OVR signe une pétition pour marquer son mécontentement et son opposition face à cette politique de *forcing*. Le Secrétariat de la coordination suisse a rédigé, à l'époque, une lettre-type de protestation, en français, pour permettre aux associations locales de prendre position, sans devoir lire la longue lettre en roumain ou en an-

³ Le site www.petitiononline.com/apuseni est d'ailleurs toujours ouvert et accepte encore de nouveaux signataires.

⁴ Nous ne revenons pas en détails sur ce projet – toujours en cours – car plusieurs articles ont été écrits à ce propos dans les numéros précédents de cette publication : *Le Réseau* N° 28, novembre 2006, 10-11 ; N° 30, novembre 2007, 17.

glais qui avait été proposée sur Internet, et de l'envoyer au ministère responsable de l'Environnement et des Ressources en eau.

La décision tant attendue des autorités roumaines a été prise en septembre 2007 : elle a suspendu la procédure d'autorisation du projet contesté, « après l'invalidation par un tribunal local du certificat d'urbanisme obtenu par la compagnie canadienne en vue du lancement des travaux (...). L'obtention de ce document avait été contestée en justice par une association de protection de l'environnement, Alburnus Maior, selon laquelle l'ouverture de cette mine, dont l'exploitation se ferait à l'aide de cyanure, risquerait de provoquer un "désastre écologique" »⁵.

Il est intéressant de constater que c'est un tribunal local qui a invalidé le certificat d'urbanisme, conformément à la nouvelle législation roumaine passée entre-temps, et que c'est une ONG de la société civile qui est à l'origine de la contestation. Deux éléments réjouissants qui prouvent que les choses bougent en Roumanie ! Il est fort à craindre, par contre, que la décision ne soit que temporaire, car les responsables de la société ont intenté des recours pour essayer de contrer cette décision judiciaire.



Photo Alburnus Maior

« Cette propriété N'EST PAS à vendre » !

Le site de Roșia Montană pourrait-il être classé par l'UNESCO comme « patrimoine mondial de l'humanité » ? Une demande a été faite en ce sens. Cela permettrait aux populations locales de ne pas devoir subir les *diktats* de notre société de consommation, basée sur la « logique marchande » du profit, au mépris de toute « logique communautaire », encore si forte dans les milieux ruraux roumains.

c) Le REȚEA TURISTICĂ, exemple de développement local ?

Nous ne reviendrons pas sur le contexte général de la vie rurale comme cadre de développement, ni sur celui du tourisme rural comme facteur de développement. Par contre, les difficultés de gestion du réseau *Rețea Turistică* – fondé par OVR-I, soutenu par la *Fondation Rurale de Roumanie* (qui est aussi une émanation d'OVR-I) et géré implicitement par la coordina-

⁵ Texte du communiqué du 14.09.2007 de l'agence de presse ROMPRES.

tion OVR-RO – sont au cœur du type de relations à redéfinir entre ces trois organismes.

Vu sous l'angle de la problématique du développement rural, le problème actuel ne porte pas tant sur la question de revendication de l'une ou l'autre de ces associations – qui sont finalement toutes issues du même moule ! – mais sur un éclaircissement des responsabilités des unes et des autres, en relation avec la nouvelle législation roumaine en cours actuellement. Il faut donc redéfinir les fonctions, tant administratives au niveau de la gestion que du contenu au niveau de l'offre des prestations. Il faudrait aussi – et surtout ! – déposer le logo pour le protéger juridiquement et faire reconnaître le sigle officiellement pour éviter que d'autres associations touristiques ne se l'approprient... à des fins éthiques différentes.

Des discussions de synthèse sur ces questions ont déjà eu lieu, depuis plusieurs années entre les représentants des différentes coordinations nationales et des « groupes de travail Tourisme » concernés. En Roumanie même, les présidents d'OVR-RO et de la Fondation Rurale de Roumanie (FRR) ont mené des réunions regroupant les représentants des différents villages du réseau touristique. Il en ressort, tout d'abord, le désir de travailler ensemble, exprimé par les participants, et leur intérêt de le faire. La *Charte Rețea Turistică* exprime l'esprit de cette collaboration. La nécessité s'est toutefois fait ressentir de subdiviser le pays en 6 zones, d'une part, pour que tous les villages ne soient pas obligés d'être chaque fois présents, lors des différentes réunions de travail, mais aussi pour que chaque région propose un tracé touristique mettant en évidence les différentes variétés régionales dans tous les domaines. Un comité du *Rețea Turistică* a été mis sur pied en Roumanie ; il est composé de 11 membres : un représentant des 6 régions, un représentant d'OVR-I et un représentant de chaque coordination nationale.

L'objectif final est que le *Rețea Turistică* devienne un réseau indépendant. Le président de la FRR – qui est aussi membre du Comité national OVR-Roumanie – a préparé un code éthique allant dans ce sens. Il fallait que les différentes associations se mettent en ordre pour rester membres du réseau. A cet effet, un « Code Rețea » devait être envoyé à chaque village pour leur faire confirmer leur acceptation ou non d'être membre du *Rețea Turistică*, en respectant *effectivement* la philosophie du développement communautaire (20% des recettes doivent y être affectés), ce qui n'est – actuellement – pas toujours le cas !... Il leur est possible de faire partie de différents réseaux touristiques, pour autant que l'esprit de chacun soit respecté, comme c'est, par exemple, le cas du village de *Purcăreni/Pürkerec*, dans le județ de *Brașov*.

Lors des rencontres de Săliște, le président d'OVR-RO a signalé à l'assemblée que cinq membres du Comité national de l'association faisaient partie d'une commission « Tourisme », et a demandé à l'un d'entre eux de présenter, à titre d'exemple, la façon dont fonctionne le tourisme dans la vallée de l'Arieș, dans

le cadre d'une association qu'ils ont créée. Un inventaire du patrimoine culturel et naturel a débouché sur l'organisation de plusieurs séminaires... et la mise sur pied de plusieurs circuits touristiques. La croissance a été assez fulgurante : un Bureau d'informations pour la vallée coordonne l'ensemble des activités ; l'accueil est assuré pour plus de 500 personnes, ce qui a représenté une augmentation de 50% de la participation en l'espace d'un an (avant, il y avait 14 maisons, dans trois villages ; par la suite, il y en a eu 70 !) ; les retombées de la croissance sont telles que de nombreuses demandes proviennent de villages voisins (et même des județ voisins !) pour pouvoir rejoindre leur réseau touristique et participer ainsi à un développement rural réel. Il n'y a pas de lien officiel entre leur réseau et le *Rețea Turistică*, mais des gens viennent du réseau de la vallée de l'Arieș et sont dirigés vers le *Rețea*. Il n'y a pas d'obligation mais, dans les faits, cela fonctionne de cette façon !

Le but pédagogique de cette première intervention sur le tourisme en Roumanie était, clairement, de montrer que leur réseau fonctionne bien parce qu'il y a une coordination effective et efficace. Or, il y a actuellement trois actions différentes à propos du tourisme en Roumanie, dans le cadre d'OVR. Martine Bovon, à l'époque membre d'OVR-CH, a mis au point un guide *Rețea* pour l'ensemble du réseau OVR-I ; Henri Marchal⁶, a dressé un guide par régions, à laisser sur place en Roumanie ; OVR-RO a créé une commission « Tourisme ». Trois actions différentes, mais qui ne fonctionnent toujours pas en réseau, parce que les critères ne sont pas les mêmes, les activités ne sont pas les mêmes... Mais c'est OVR-RO qui en est, soit-disant, responsable !

Il serait relativement facile de prendre des décisions qui semblent claires et évidentes, vues de l'extérieur – surtout d'Europe occidentale ! Mais les buts poursuivis de la prise de conscience citoyenne de son propre milieu et de la responsabilisation de la population rurale concernée ne seraient pas atteints. Le but premier n'est pas un accroissement des ressources (même s'il est urgent et fortement souhaité par les populations concernées, c'est évident), mais une participation responsable des populations qui veulent un développement réel et intégré de leur propre milieu (qui leur apporte un mieux-être, dans un second temps). Le développement durable est à ce prix.

Pour tenter d'y voir clair et avoir un regard extérieur à l'ONG *Opération Villages Roumains*, mais qui soit interne au pays – pour en avoir toutes les implications du contexte culturel –, les organisateurs roumains des rencontres de Săliște avaient aussi invité Mihai Orleanu, responsable du développement de l'agrotourisme dans le cadre du *Centre Ecologie de Montagne*, pour faire part de son point de vue. Il est très net et très incisif : soit le *Rețea Turistică* reste sous le chapeau d'OVR-I mais, dans ce cas, il doit être restructuré ; soit les activités touris-

⁶ A l'époque, membre d'OVR-CFB/DGB ; depuis lors, il a rejoint l'association PVR.

ques de montagne sortent du Réseau ! Le Réseau est une somme d'associations locales ; donc chaque association a le droit de faire sa promotion avec les structures qu'elle désire, même hors du réseau. Cela ne dépend donc pas d'OVR ! Il avait, lui-même, pris contact avec le *Rețea Turistică*, pour voir s'il y avait une certaine cohésion, une cohérence. Et il a constaté qu'il y a une multitude de maisons où il est possible d'avoir un service touristique pour des prix différents. Mais les services ne sont pas les mêmes, les contextes non plus !

Le réseau actuel existe et fonctionne relativement bien ; il assure le logement et la restauration. Mais on pourrait aussi imaginer un autre type de service, complémentaire, avec toute une série d'activités parallèles. Il faudrait alors une offre concrète de « paquet touristique », à transmettre aux partenaires. Les difficultés rencontrées tiennent surtout à la quantification des coûts des services, par manque de connaissance, de cohérence, de collaboration. Il faudrait mettre sur pied une permanence constante, chargée d'assurer le suivi des activités du réseau. Son financement pourrait provenir de deux sources : d'une part, la cotisation directe des associations membres du réseau ; d'autre part, la vente des « paquets touristiques » par une agence économique : le *Rețea Turistică*. Dans ce cas, le réseau serait une agence occidentale, perçue comme telle et plus crédible.

Cette intervention – un regard extérieur et compétent, par un « professionnel » – avait provoqué différentes réactions, contraires et parfois contradictoires : *Rețea Turistică* doit-il collaborer avec des *Tours Operators* ? ; si OVR a proposé d'inclure l'activité touristique dans le cadre d'OVR-RO, ce n'est pas la seule forme de développement, ni même la plus importante, même si, dans le passé, elle en a été la principale, soutenue par OVR-I ; le *Rețea* deviendrait, dans ce cas, une « société commerciale », ce qui est refusé par plusieurs coordinations OVR nationales, car ce n'est pas dans les buts d'*Opération Villages Roumains*.

En fait, ce n'est pas à OVR-I de prendre une décision dans ce domaine, mais bien à OVR-RO de choisir la forme de développement qui lui paraît la plus appropriée. Le président de l'association roumaine a d'ailleurs – très justement ! – rappelé que la base d'OVR est, certes, le développement local, mais que tout développement local n'est pas OVR... De plus, OVR n'est pas que le tourisme et le tourisme a une base beaucoup plus large que celle d'OVR ! Mais ces adresses du *Rețea Turistică* s'inscrivent déjà dans une logique de développement local. Il lui paraissait toutefois assez logique que les membres de l'Assemblée générale d'OVR-I acceptent de confier le *Rețea Turistică* à OVR-RO. Dans l'immédiat, il fallait entreprendre les démarches en vue de l'enregistrement de l'association et de la protection du logo. Cette constitution juridique du *Rețea Turistică* était aussi censée permettre une reconnaissance par l'Office du Tourisme et du Développement.

Qu'en est-il depuis lors ? Un questionnaire a bien été élaboré et envoyé aux villages déjà membres du *Rețea*, pour permettre

une prise de décision correcte⁷. Mais, des différentes options qui leur ont été proposées, aucun retour ne nous est jamais parvenu, ni pour les démarches en vue de l'enregistrement de l'association, ni pour la protection du logo... La chose n'est pas facilitée, du fait qu'il n'y a pas de ministère roumain du Tourisme, mais un simple *Office*, dépendant d'un autre ministère⁸. Mais, lors de l'Assemblée générale à Nendaz, en 2006, certains membres se sont, toutefois, posé la question de savoir dans quelle mesure tout cela n'était pas un faux problème, car la question de la gestion du *Rețea Turistică* est bien antérieure à l'ambiguïté de la législation roumaine !



Photo Hubert ROSSEL

Un logo qu'il aurait fallu protéger depuis bien longtemps !

Le *Rețea* n'a toujours pas de « reconnaissance juridique », si bien que, dans certaines régions, le sigle a été utilisé de façon personnelle et/ou certains villages se sont développés seuls, pratiquant des formules et des prix divers. De véritables « déviances » sont apparues, avec l'installation de complexes hôteliers sous couvert d'agrotourisme... Mais, ce qui est plus grave est que certains membres ont « détourné » la charte et l'esprit du *Rețea*, en ne restituant pas la part qui revient à l'association locale pour le développement de son réseau et en s'appropriant le bénéfice des différentes prestations fournies⁹.

Il ne faut pas que l'arbre cache la forêt, ni jeter l'enfant avec l'eau du bain, mais il est regrettable que, par laisser-aller ou par manque de volonté effective, on en soit arrivé à laisser dériver

⁷ Signalé par Francisc Giurgiu, à Paris, en février 2004.

⁸ Rapporté par Francisc Giurgiu, à Nendaz, en juin 2006.

⁹ Le cas de Vama (SV) est particulièrement représentatif de la situation. J'y suis allé en 2003 déjà et avais constaté un dysfonctionnement sérieux de la part de certaines personnes, particulièrement du président de l'époque de l'association, qui était aussi maire de la commune. Lorsque j'ai signalé ce cas aux partenaires occidentaux, on m'a rétorqué que ce n'était qu'un cas marginal et qu'il ne fallait pas s'y attarder ! Le cas ayant été signalé à Martine Bovon, pour son *Guide du réseau OVR « Rețea Turistică »*, on s'est contenté de rajouter, dans un premier temps, de 2003 à 2006, lors des différentes mises à jour des *errata*, le nom et l'adresse du responsable touristique. Il a fallu attendre la mise au point de mars 2007, pour attirer l'attention des utilisateurs à ne plus passer par la mairie mais par le nouveau président de l'association, ou toujours par le responsable touristique. Et ce n'est qu'en octobre 2008 que les responsables de l'association « Eybens-Vama Roumanie » signalent aux lecteurs de *La Lettre du Réseau* « un dysfonctionnement alarmant au sein de leur village partenaire de Vama (jud. Suceava), de surcroît village membre du "Rețea Turistică" (...) parce que cette réalité porte préjudice à la crédibilité des acteurs et des responsables actuels (...) » [*La Lettre du Réseau*, Paris, Numéro 08-4, 15]. Dans la lettre de dénonciation de l'imposture, écrite par le vice-président de l'association OVR Vama, on apprend aussi qu'une plainte a été déposée par l'association au tribunal de Câmpulung, il y a deux ans, sans qu'aucune réponse ne leur soit parvenue jusqu'à présent.

un projet qui était bien ficelé au départ, mais qui se désintègre et se dénature progressivement, par manque de coordination et de gestion ferme de la structure¹⁰.

2. Approche de différents projets en cours

Un des grands acquis des rencontres de Săliște réside dans la prise de conscience qui a été faite à l'époque que, quels que soient les projets abordés – et il y en a bien d'autres qui ne sont pas repris ici !¹¹ –, le financement des différents programmes en Roumanie se faisait, auparavant, par l'intermédiaire d'OVR-I. Par la suite, ce sont les programmes SAPARD (**S**pecial **A**ccession **P**rogramme for **A**griculture and **R**ural **D**evelopment) qui pouvaient financer, en théorie, les programmes de développement rural. Mais cette situation était contradictoire, parce que

¹⁰ La situation est d'autant plus regrettable que, quand on voit la façon dont sont présentées les informations relatives au tourisme rural, à l'agrotourisme ou au logement chez l'habitant dans les nouveaux guides qui ont paru en français cette dernière année, on constate qu'il n'est jamais fait mention du réseau *Rețea Turistică* comme tel, même si parfois on y fait référence indirectement. Dans la 1^{re} édition du Guide Vert de Michelin sur la *Roumanie* (août 2008), on n'en parle pas dans la rubrique Tourisme, alors que d'autres s'y trouvent comme Antrec (p. 18); dans la rubrique Agrotourisme et Logement chez l'habitant, on y retrouve Antrec, en association avec Rural Tourism ou le *Rețeaua Verde*, mais aucune mention du *Rețea Turistică* (p. 32)! Pour le Maramureș, on fait bien référence à l'OVR de Vadu Izei, mais sans citer le fait qu'il fait partie du *Rețea Turistică*, en association avec Antrec de nouveau ; mais seules les références de ce dernier se trouvent dans le guide (p. 280) !

Dans l'édition française du Guide Lonely Planet sur la *Roumanie et Moldavie*, la situation est la même ; les adresses d'hébergement sur Internet se limitent à Antrec, Pensiuni Info, Rotravel et Rural Tourism (p. 347). Dans la rubrique Chez l'habitant, on y ajoute l'organisation Opération Villages Roumains de Gârda de Sus pour les monts Apuseni (p. 348). Et le nom de son représentant (Ioan Stefanuț) y est donné dans la présentation du village. On précise aussi que, à Arieșeni, « une demeure affiche la mention "*Rețea Turistică*" à sa fenêtre lorsqu'elle a des chambres à louer » (p. 224). C'est la seule mention faite dans tout le guide !

Quant à l'excellent ouvrage *Roumanie*, édité chez Gallimard dans la collection « Bibliothèque du voyageur » (2008), lorsque – dans la partie pratique – on parle du tourisme rural en plein essor, c'est encore pour mentionner que c'est l'agence de tourisme Antrec qui fournira toutes sortes d'informations. Et on conclut ce paragraphe en disant : « L'ancien réseau français OVR (sic!) a laissé dans son sillage toute une série de B&B et de gîtes de qualité – certains continuant d'ailleurs à utiliser le label OVR » (p. 338)... sans préciser toutefois qu'il fait partie du *Rețea Turistică* ! Alors que, quelques pages plus loin, dans la rubrique Sports & Loisirs, on insert une photo d'un panneau vert « *Rețea Turistică*, Operațiunea Satele Românești – This Commune is part to the Opération Villages Roumains Turistic Network », hors de tout contexte et sans légende (p. 358).

Que de gâchis, que d'erreurs et/ou d'imprécisions, que d'absences et de manques d'informations relatifs au *Rețea Turistică*, alors que tout aurait pu être tellement différent avec un peu de suivi et de constance !

¹¹ Comme, par exemple : - l'*Université Rurale Européenne*, qui devait avoir lieu à Oxford en 2004, coordonnée par la *Fondation Rurale de Roumanie* (FRR) ; - le projet du sentier de *Grande Randonnée* « Transcarpates », piloté de façon conjointe par OVR-RO et la FRR, pour favoriser le développement rural des villages traversés ; - le soutien à la conservation du patrimoine des églises fortifiées saxonnes dans le cadre du tourisme rural, une collaboration conjointe initiée par les partenaires néerlandophones d'OVR-NL et d'ADR ; - l'expédition « Delta 60 », coordonnée par OVR-CFB/DGB (Belgique), descente cycliste du Danube pour financer 60 projets de développement...

les acteurs roumains du développement n'avaient – en fait – pas accès à ces programmes, puisqu'il n'y avait pas de financement possible, même pour la part la moins importante¹². Les autres programmes ne sont pas dans le domaine *rural*, mais bien dans le domaine *social*. SAPARD n'était donc pas intéressant pour les petites associations comme OVR, surtout quand elles sont à but non lucratif. En fait, il n'y en a bien souvent que pour les *Petites et Moyennes Entreprises* (PME) ; ce n'est pas un hasard si ce sont elles qui ont été en plein essor en Europe centrale et orientale (SAVOYE B. : 1996) ! La politique de coopération transfrontalière, prônée par l'Union européenne et ses programmes INTERREG, facilite aussi le « gigantisme » des projets par le développement des *Eurorégions*, étrangères à la démarche d'OVR (CRISTESCU J. : 2003).

L'expérience a prouvé aussi que les différents projets initiés par OVR-I n'ont pas toujours porté les fruits auxquels on aurait pu s'attendre, à cause de la lenteur du fonctionnement de la structure, une force d'inertie peut-être naturelle à de grandes structures – surtout si elles sont décentralisées –, mais aussi renforcée par des tensions entre les différents acteurs en présence. Des différences d'interprétation dans les concepts utilisés ont aussi handicapé l'harmonie des accords passés... ou le (non-)respect de leur application, quand ce ne fut pas une non-entrée en matière par le report systématique des sujets que certains ne voulaient pas aborder ou jugeaient inintéressants, pour quelque raison que ce soit¹³.

Par la suite, les nouveaux projets qui ont été soumis à l'ensemble des coordinations n'ont plus cherché à avoir l'aval des coordinations d'OVR-I ; ils ont été proposés par une coordination nationale/régionale (voire par des personnes individuelles) et les autres s'y sont joints s'ils étaient intéressés. Mais les projets ont été menés à terme par la coordination d'où était/est partie l'initiative, indépendamment des réponses effectives (ou non) des autres coordinations. Il devient de plus en plus difficile d'avoir une solidarité active entre les coordinations, à cause des réflexes protectionnistes de certains, d'une sorte de politique de chasse gardée pour d'autres, comme s'il fallait être « propriétaire » de son projet et bien « marquer son territoire » par une

¹² Il faut savoir que les programmes SAPARD, comme tous les programmes issus de l'*Union européenne* (UE), ne sont jamais financés en totalité par les instances prêteuses. Mais il n'y a que les projets d'une certaine envergure financière qui sont pris en considération par les organismes financiers... C'est la quadrature du cercle pour les ASBL qui n'arrivent pratiquement jamais à des projets de cette envergure financière, du fait qu'il s'agit essentiellement de micro-projets qui répondent à des besoins locaux.

¹³ Ce fut le cas, par exemple, avec la « carte de solidarité », proposée par la coordination OVR-NL, à Roosendaal, en 2002 déjà. Le sujet fut abordé à six reprises... avant d'être retiré trois ans plus tard, lors de l'AG d'OVR-I qui s'est tenue à Ossendrecht (Pays-Bas), en juin 2006, devant un manque d'intérêt manifeste ! La coordination néerlandaise a fini par mettre sur pied ce projet d'entraide et de solidarité avec ses partenaires belges néerlandophones (ADR) et d'autres associations culturelles et touristiques néerlandaises sous le nom de « SOS Roemenië - Asociația SOS România-Țările de Jos ». (Cf. www.ovr-nl ou www.paspoortroemenie.nl).

griffe spécifique. Cette attitude est irresponsable, anti-solidaire et ne favorise bien évidemment pas la confiance, déjà chancelante, qui s'est installée depuis quelque temps entre certains membres et certaines coordinations occidentales !...

a) Un tourisme thématique qui se veut solidaire

L'idée est originale et sympathique ; elle émane de la coordination belge OVR-CFB/DGB et remonte – une fois de plus – à l'AG d'OVR-I de Săliște, en 2003. L'événement « **Delta 60** » s'est inscrit dans le contexte de la commémoration du 15^e anniversaire de la Révolution. La base du projet portait sur une découverte des « Rivages et visages du Danube ». La partie sportive consistait à descendre le fleuve de sa source à son embouchure, en équipe et en vélo, chaque kilomètre parcouru apportant 1 € pour financer un projet soutenu par l'équipe. L'idée de départ était le soutien de 60 projets de développement, d'où son titre.

La première édition de ce périple de 3000 km a eu lieu en juillet 2005 et fut un succès pour la soixantaine de cyclistes qui y ont participé. L'expédition a permis de développer 9 projets



Photo OVR-CFB/DGB

Au fil du Danube, une équipe devant la tête de Decebal taillée dans la roche par Drăgan

dans des villages roumains. Il est à souhaiter que les milliers d'euros ainsi récoltés ont été attribués aux projets prévus, car il n'en a plus jamais été fait mention par la suite¹⁴.

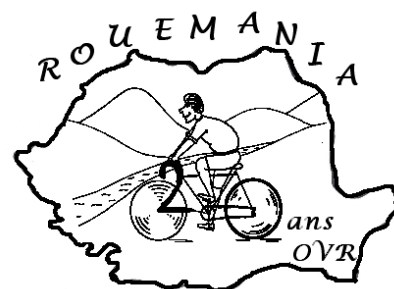
¹⁴ Pour ce qui est de l'équipe OVR-F qui roulait pour la Maison OVR, il faut toutefois signaler que le projet n'a pas eu de suite, malgré les affirmations faites en son temps par la présidente, enregistrées d'ailleurs lors d'un reportage fait par la télévision régionale belge Antenne Centre Télévision (ACTV), qui déclarait : « Cette équipe défend le projet de la Maison OVR, puisque nous avons décidé en Conseil d'administration d'OVR-International de l'achat d'une maison, d'une maison pour tous, pour OVR-Roumanie, en Roumanie, soit l'achat d'un terrain avec la construction de la maison, puisque l'on s'achemine un peu dans cette direction, soit l'achat d'une maison si les finances le permettent. Donc l'équipe roule pour défendre la participation financière à ce projet. » (Cf. www.antennecentre.be, Reportage *Info Magazine*, 3 mars 2009, reprenant un extrait du film *Entre forêts et rivières. Le tourisme rural en Roumanie*, tourné pendant ce premier raid vélocipédique).

Une deuxième édition fut prévue pour l'été 2007, la thématique portant sur les problèmes de l'eau, en liaison avec la question des inondations qui avaient affecté la Roumanie entre-temps. Les différents projets soutenus ont été présentés comme suit par le coordinateur de l'événement :

« Les équipes de Waterloo (B) et de Gironde (F) soutiennent des projets d'équipement notamment sanitaire d'infrastructures scolaires dans les villages de Gornești et Onești. L'équipe de La Louvière (B) soutient le projet d'adduction d'eau courante dans les blocs scolaires du village de Șoarș et réalise, en collaboration avec des journalistes professionnels, un film didactique sur la problématique à destination des actions de sensibilisation grand-public en Belgique. L'équipe d'OVR-France édite et distribuera une brochure de bonnes pratiques du riverain en langue roumaine et hongroise. L'équipe de l'Isère (F) espère faire de son périple le point d'ancrage de partenariat entre écoles françaises et riveraines du Danube et, pour ce faire, plusieurs enfants participent et pourront témoigner de leur vécu et de leurs découvertes à leur retour. OVR-Roumanie témoignera de l'importance des associations citoyennes pour aider à la gestion d'une telle problématique notamment lors de notre visite de la zone inondée dans le județ de Călărași et à Sibiu, Capitale européenne 2007 de la Culture, lors de la dislocation officielle du raid, le dimanche 12 août »¹⁵.

Ce périple combina les thèmes culturels et sportifs, comme la première édition, et permit une visite de la centrale hydroélectrique des Portes de Fer, du port autonome du Turnu Severin et de celui de Călărași, ainsi qu'une découverte des richesses naturelles du delta. Sans parler de la solidarité et de la vie de groupe qui se sont développées au fil des jours.

Pour cette année du 20^e anniversaire de la fondation d'OVR, la formule a été repensée : on garde les principes de base qui ont fait le succès de cette randonnée vélocipédique – la défense d'une cause avec laquelle on se sent solidaire, la thématique de l'eau et de sa gestion dans les milieux traversés, le financement des projets soutenus – mais, au lieu de longer le Danube, on a mis sur pied un itinéraire qui permet de relier entre eux des villages du réseau OVR. Ce projet, qui porte le nom de « **Rouemania** », permettra – cet été – la découverte des régions rurales traversées entre Șoarș (județ de Brașov) et Gornești (județ de Mureș), et de « contribuer au maillage des liens entre villages roumains proches de villa-



Logo : OVR-CFB/DGB

¹⁵ Extrait de la lettre du 8 juillet 2007, envoyée par Michel De Backer aux différentes coordinations nationales et régionales.

ges-partenaires belges, français, hollandais et suisses ». Les partenaires d'OVR-CH sur le parcours sont : Brădeni/Denges ; Sâmbata de Sus/Crissier (étape) ; Porumbacu de Sus/Ecublens ; Jidvei/Gland ; Morăreni/Saint-Légier. Comme signalé antérieurement dans cette publication, ces partenariats sont invités à encourager les sportifs sur leur passage : pavoiser, mobiliser les enfants, offrir une boisson, inciter des jeunes à suivre le peloton, proposer la visite d'une curiosité du village, car les participants ont le temps ; ils ne sont pas chronométrés¹⁶.

Une réflexion théorique et une sensibilisation au thème de l'eau ont été menées en parallèle avec l'organisation de journées de rencontres appelées « Danube-Day ». La dernière en date fut organisée à Profondeville, sur le bord de la Meuse, en juin 2008. Elle proposait des stands et de la documentation sur les différentes facettes du fleuve Danube, une réflexion sur la gestion citoyenne des fleuves et des rivières en Europe, ainsi que l'accès à tous en eau potable. Cette 3^e édition des « Danube Day » annonçait aussi l'organisation du circuit vélocipédique Roumania de cet été dans les villages de Transylvanie, pour attirer l'attention sur les difficultés de l'accès à l'eau potable et de la gestion citoyenne de l'eau dans les campagnes roumaines.

Les projets de Delta 60 et de Roumania se sont donc inscrits dans une logique de réflexion sur un thème porteur et de discussions sur les réalités traversées en cours de route. Ils sont menés de bout en bout par une seule coordination qui en assure la pleine responsabilité. La notion de réseau ne s'applique qu'à la participation des membres aux projets, pas à celle de leur organisation. Cette procédure dans la conception des projets est nouvelle, par rapport à ce qui se faisait précédemment ; elle permet une meilleure coordination et un suivi plus régulier – et effectif ! – des différentes étapes du projet. La qualité de la réalisation est à ce prix.

b) Le sentier de Grande Randonnée TransCarpates

Encore un projet dont l'origine remonte aux rencontres de Săliște, en 2003 ! Petru Ivanovits, président de la Fondation rurale de Roumanie (FRR), et Francisc Giurgiu, président de la coordination roumaine (OVR-RO) y ont présenté les grandes lignes d'un sentier de Grande Randonnée : « Transcarpates ». L'idée générale est de favoriser le développement rural des villages traversés, ou se trouvant à proximité, en valorisant les différents aspects et points de vues caractéristiques (culturels, économiques, sociaux...). A l'époque, le sentier était prévu entre Băile Herculanae et Braşov et aurait pu se faire en une période de une à trois semaines. Des informations détaillées avaient été remises à chaque coordination, montrant les objectifs généraux et spécifiques (environnementaux, culturels, économiques, éducatifs et linguistiques), ainsi que les différentes

étapes pressenties. La coordination roumaine allait (re)prendre contact avec les communes le long du trajet prévu, pour favoriser une re-dynamisation des jumelages faits dans les environs ; elle allait aussi voir dans quelle mesure on pouvait impliquer des villages situés plus au sud du trajet principal proposé, qui, lui, allait emprunter les massifs montagneux formant la chaîne des Carpates méridionales et les vallées qui les séparent. Il était important que ce sentier soit de difficulté moyenne pour être emprunté par le plus grand nombre. Des variantes par les plus hauts sommets de Roumanie (Făgăraş) et par des sites culturels et historiques majeurs (par exemple, le château de Peleş) étaient aussi prévus.

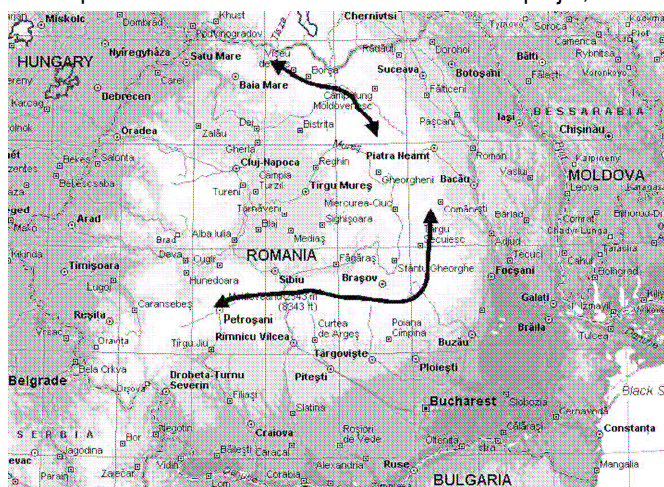


Logo : www.transcarpates.org

Depuis lors, le sujet – qui avait suscité l'enthousiasme – ne fut plus jamais abordé en réunion d'OVR-I, jusqu'à ce que, par la suite, il prenne la

forme d'une commission spéciale d'OVR-F, en y intégrant des administrateurs. Jean-Marie Gauthey a eu connaissance de ce projet en faisant le raid « Delta 60 » de 2005 et, depuis lors, il a voulu le faire vivre, y voyant tout le potentiel naturel, culturel et économique. Ce spécialiste de l'Europe centrale, diplômé en développement économique et en études européennes, veut faire de la création de ce sentier un axe de dynamique locale, favorisant et préservant le patrimoine naturel et culturel de la chaîne des Carpates, et développant l'économie locale par la création d'emplois qui permettent le développement d'un tourisme de randonnée, d'un tourisme doux.

La co-initiatrice du projet, Murielle Ghestem, est ingénieur Eaux et Forêts au ministère français de l'Agriculture et a pu connaître la région lors d'un stage de six mois fait dans les Carpates sur le pastoralisme et les grands prédateurs. De nombreux partenaires institutionnels soutiennent le projet, tant en



Carte : OVR-France

France qu'en Roumanie, et différents partenaires financiers ont rendu possible la viabilité des recherches initiales.

¹⁶ Le Réseau, N° 32, août 2008, 23. Le Secrétariat d'OVR-CH est toujours à disposition pour communiquer d'autres informations aux personnes intéressées.

La reconnaissance d'une partie du sentier en Roumanie est ré-actualisée et les informations sont régulièrement actualisées sur le site Internet qui a été créé à cet effet. Le site est vraiment géré de façon professionnelle et des informations personnalisées sont transmises aux randonneurs qui contactent les responsables du projet. La fin de la reconnaissance des zones non encore visitées est prévue, ainsi que la prolongation du sentier le long des chaînes montagneuses, en Serbie, en Ukraine, en Slovaquie et en Pologne.

Dans son développement actuel, le projet n'a plus grand chose à voir avec la mouture initiale et n'est, en tous cas, plus une émanation d'OVR-I comme tel. En cela aussi, il est bien représentatif de la nouvelle conception des choses et de la décentralisation effective du cadre de développement de ces projets nouvelle formule¹⁷.

c) La Maison OVR, lieu de mémoire et de rencontres

Il n'est pas question de reprendre ici ce qui a déjà été dit précédemment dans la 3^e partie de cette approche sur les 20 ans d'OVR¹⁸, ni de rappeler le contenu des différents articles écrits à ce propos pour tenir nos membres informés¹⁹, mais de montrer en quoi ce projet qui avait obtenu l'aval de l'ensemble des coordinations du réseau d'OVR-I, s'est progressivement retrouvé être de la responsabilité seule de la coordination OVR-CH. Et de son engagement financier unique, quand il s'est agi de passer aux étapes concrètes.

Lorsqu'on a discuté de la chose en 2004 déjà, au Conseil d'administration du 14 février à Paris, il ne faisait de doute pour personne que la nécessité d'un local se faisait sentir pour OVR-RO. La « Maison OVR » se présentait comme impérative, tant comme « bureau », que comme lieu de « mémoire » et comme « vitrine » d'OVR-RO. Il faut un endroit où les membres d'OVR-RO peuvent travailler de façon cohérente, structurée et suivie ; il faut un endroit où on puisse regrouper l'ensemble des archives du mouvement qui, après trois déménagements successifs, sont réparties dans différents coins du pays ; il faut une adresse officielle – et plus simplement une adresse postale, comme précédemment – en fonction de la nouvelle législation roumaine sur le siège social des associations membres de la « société civile ».

¹⁷ Des informations complémentaires peuvent être trouvées dans la revue de la coordination OVR-F, *La Lettre du Réseau*, N° 06-3, juin 2006, 2-4, et N° 07-2, juin 2007, 2-3, ou sur le site www.transcartpates.org.

¹⁸ Cf. *Le Réseau*, N° 33, décembre 2008, 11-12.

¹⁹ Cf. ROSSEL H., « La Maison OVR, une véritable nécessité pour OVR-International », *Le Réseau*, N° 22, avril 2004, 1-3 ; ROSSEL H., « 2007 sera une année charnière... OVR-International à un tournant crucial », *Le Réseau*, N° 28, novembre 2006, 10, 11 ; PRAZ P., « Maison OVR... Ça avance... Faire-part de naissance », *Le Réseau*, N° 30, novembre 2007, 15-16 ; BÉGUIN Chr., « La Maison OVR », *Le Réseau*, N° 32, août 2008, 17-20 ; BÉGUIN Chr., « La Maison OVR à Morăreni (MS). Travaux et financements », *Le Réseau*, N° 33, 2-3 ; BÉGUIN Chr., « La Maison OVR veut s'ouvrir aux autres. Maison OVR : lieu de rencontre de la jeunesse européenne », *Le Réseau*, N° 33, 4-6.

C'est la raison pour laquelle, à la question « Etes-vous d'accord pour l'achat d'une maison pour en faire le siège social d'OVR-RO et qui soit la propriété d'OVR-RO ? », l'unanimité des membres présents et représentés a marqué son accord de principe, soit 13 membres sur les 15 que comportait le CA d'OVR-I à l'époque. Vu la date à laquelle elle a été prise, on a pris l'habitude d'appeler cette décision importante l'« Accord de la saint-Valentin ».

De longs échanges ont suivi – au cours de cette réunion –, relatifs à la question du financement de cette maison et de son fonctionnement, y compris celui d'un permanent éventuel et du recours à une ou des personnes-ressources. Des promesses de participation pour le soutien financier ont été faites par chacune des coordinations occidentales (OVR-CH, OVR-CFB/DGB, OVR-F, OVR-NL), sous la forme d'une mise de fonds minimale exprimée en euros, par le CA de chaque coordination, et d'une souscription générale pour la récolte de fonds auprès des membres des différentes coordinations, par exemple par la vente de briques symboliques, mais chaque coordination nationale était libre de s'organiser comme elle le désirait. La participation financière promise par chacune des coordinations nationales était à verser sur le compte d'OVR-RO le plus rapidement possible.

Depuis lors, à part les versements de la coordination suisse, le compte pour la Maison OVR est resté désespérément en attente des fonds promis... Ce ne sont pas les réunions qui ont manqué pour tenir chaque coordination du réseau OVR au courant de l'évolution du projet, mais bien la réalité de la notion même de « réseau », la cohérence par rapport aux engagements pris et le respect de la parole donnée.

Il est vrai que, entre-temps et pour des motifs tout autres, les notions d'honnêteté dans les démarches, la franchise des propos et la confiance entre les personnes s'étaient sérieusement dégradées entre les membres de certaines coordinations occidentales. Si bien que, quand on donna lecture des conditions de donation de la Maison actuelle au bénéfice d'OVR-Roumanie et non d'OVR-International, le message ne fut pas perçu correctement par les différentes coordinations encore présentes dans OVR-I²⁰. Cela se passait à Nendaz, en juin 2006, dans un contexte assez tendu, comme expliqué précédemment dans la 3^e partie de cette étude. Et certains ne faisaient plus beaucoup la part des choses²¹...

L'actuelle coordination OVR roumaine a accepté cette donation, ainsi que le principe de l'utilisation de la maison dans le respect de la mémoire de l'humaniste qui y habitait précédemment « pour en faire un endroit de rencontre et d'échanges dy-

²⁰ Preuve en est, par exemple, le fait qu'on affirme encore le contraire deux ans plus tard, quand on prétend : « OVR-Suisse disposait d'une maison dans le Mureș que les propriétaires souhaitaient léguer à OVR-I. Pour OVR-France, il était logique que cette maison roumaine revienne à OVR-Roumanie », *La Lettre du Réseau*, OVR-France, N° 08-1, février 2008, 12. Sans commentaire !

²¹ Cf. *Le Réseau*, N° 33, décembre 2008, 15-17.

namiques ». Cela fait partie de la convention à passer devant notaire, en Roumanie. La Maison OVR fera partie du patrimoine d'OVR, quelle que soit son appellation future et son statut juridique – association ou fondation roumaine, en fonction de la nouvelle législation qui se met en place. Des discussions sont toujours en cours entre les coordinations suisse et roumaine, pour voir par quelle solution transitoire il faut passer, en attendant la fixation de la nouvelle législation du pays.

Mais, entre-temps, la Maison se rénove, se transforme et les premiers camps de cet été vont déjà lui permettre de répondre pleinement à sa vocation première comme lieu de rencontre. D'un côté, des contacts entre PVR et OVR-CH permettront la venue future de groupes de jeunes pour participer au chantier de la Maison, même si, dans un premier temps, le groupe de jeunes-filles belges (des guides-pionniers) a été contacté par OVR-CH sur un forum d'Internet ; de l'autre, des contacts entre OVR-RO et OVR-CH vont permettre la venue de jeunes de Chişinău (République de Moldova), à la même période et avec le même objectif. La semaine de décalage prévue entre les deux groupes, permettra à chacun de faire son camp de service, mais leur permettra aussi d'avoir une semaine en commun, pour apprendre à se connaître entre eux et aller à la découverte des personnes, des richesses naturelles et culturelles de la région roumaine dans laquelle ils se trouvent.

Un arrangement ponctuel entre trois associations permettra, à l'avenir, à des jeunes de Belgique de se rencontrer en Roumanie avec d'autres jeunes et d'aller à la rencontre des populations locales. Une de ces associations (PVR) n'a jamais été acceptée comme membre à part entière de la structure actuelle d'OVR-I, et a fini par en sortir ; une autre (OVR-CH) n'a plus voulu rester dans la structure actuelle d'OVR-I – pour des raisons exposées précédemment – et a, en fait, été considérée comme démissionnaire du mouvement OVR par les deux associations OVR occidentales qui subsistent dans cette structure ; la troisième (OVR-RO) est la seule qui en fait encore partie, par la force des choses ! Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui prime est le fait que trois pays collaborent dans l'intérêt de la Roumanie et des jeunes européens qui sont appelés à prendre la re-

lève de demain. L'esprit mobilisateur d'OVR reste bien présent dans l'engagement de chacun, même si la lettre n'y est plus !...

Ne serait-il pas temps de repenser sérieusement à la signification de ces trois lettres, au-delà des cérémonies du 20^e anniversaire d'OVR, organisées par les seuls membres restants de la structure actuelle d'OVR-I, en février dernier, à Bucarest ? Il faut profiter de cette date charnière pour franchir une étape importante dans la conception et dans l'organisation du mouve-

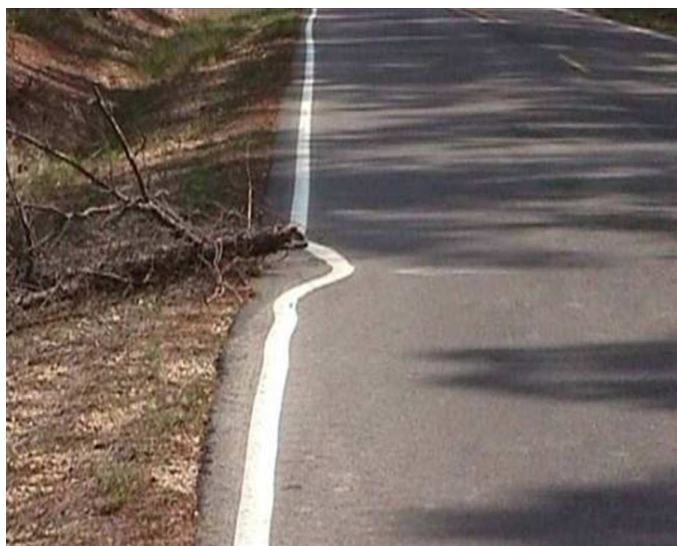


Photo www.gigel.org

Des obstacles peuvent se présenter sur la route mais il y a différentes façons de les contourner pour les résoudre !...

ment OVR. Il est grand temps de passer à la vitesse supérieure et de mettre – enfin – en pratique les idées qui hantent l'esprit de certains depuis des années, – mais qui dérangent parfois, parce qu'elles sont des remises en question fondamentales ! –, celles qui permettront réellement au mouvement OVR de répondre pleinement à ce qu'on attend de lui aujourd'hui. Ce sera l'objet de la cinquième et dernière partie de cette analyse.

Hubert ROSSEL



Photo Alex DÉCOTTE

A l'occasion des 20 ans de l'histoire d'OVR en Suisse, nous vous présentons un DVD retraçant les étapes marquantes des relations avec nos partenaires roumains. Ce choix subjectif a été établi et monté par Alex DÉCOTTE, sur la base des différents documents que nos associations ont bien voulu faire parvenir au Comité OVR-CH.

La vente de ce DVD se fera déjà au cours de l'Assemblée générale au bénéfice de la « Maison OVR » ! Il sera aussi possible de le commander en souscription.

La Suisse et son programme de coopération avec la Roumanie

Suite à une demande du Comité OVR-CH sur la situation actuelle de la Suisse vis-à-vis de son implication en Roumanie, nous avons reçu une réponse on ne peut plus claire de M. Ulrich STÜRZINGER, Chef de la Division NMS (Nouveaux Etats membres de l'UE), représentant à la fois le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), la Direction du développement et de la coopération (DDC), ainsi que la Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI.

Pour l'instant, il n'existe malheureusement plus de possibilité d'appuyer quelque projet que ce soit à travers une contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE. La Confédération ne dispose actuellement pas de budget pour appuyer des projets en Roumanie, parce que le crédit cadre respectif n'a pas encore été approuvé par le Parlement. Une fois ce crédit cadre approuvé, la DDC disposera très probablement d'un fonds pour appuyer ce type de projet. Entre-temps, elle ne dispose pas de ligne budgétaire pour financer des projets en Roumanie, ce pays étant maintenant membre de l'Union européenne.

Une lettre reçue du Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) confirme sans équivoque cette situation de suspension temporaire.

La Suisse a terminé son programme de coopération avec la Roumanie en 2007 dans la cadre de son programme d'aide à la transition. Le nouveau crédit-cadre de la coopération avec l'Est n'autorise plus le financement de nouveaux projets dans les pays membres de l'UE. C'est pourquoi ni le Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO), ni la Direction du développement et de la coopération (DDC) ne sont en mesure actuellement de contribuer à [tout nouveau] projet.

Le 25 juin 2008, la Suisse a signé avec l'UE à Bruxelles une déclaration d'intention de soutien aux deux nouveaux États membres que sont la Bulgarie et la Roumanie. Le texte fixe à 257 millions de francs (76 mio en faveur de la Bulgarie / 181 mio en faveur de la Roumanie) la contribution à l'élargissement pour ces deux pays. Toutefois *le Parlement suisse doit encore approuver le crédit-cadre*. La Suisse devra ensuite conclure les deux accords cadre bilatéraux avec la Roumanie et la Bulgarie qui définiront les priorités et les modalités de mise en oeuvre des programmes de coopération. Dans le meilleur des cas, les programmes de coopération avec ces deux pays ne commenceront pas avant mi-2010, voire 2011.

Afin d'être prises en considération pour un éventuel financement dans le cadre de la contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE, les propositions de projets devront être pré-

sentées en conformité avec les procédures établies dans l'accord cadre bilatéral. Elles devront en outre répondre aux priorités thématiques. Le Service national de coordination (NCU) fournira en temps utile les informations relatives aux différentes options possibles relatives aux propositions de projets.

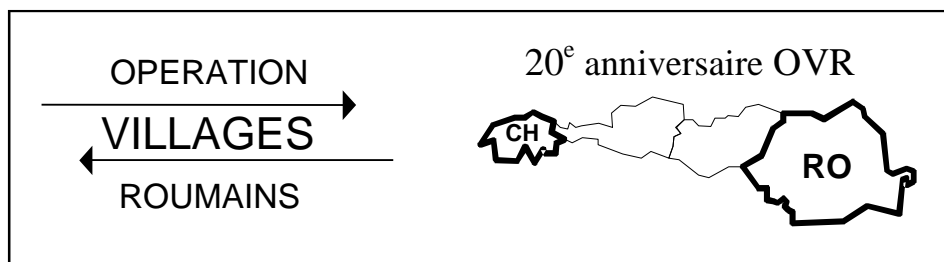
Seuls les projets qui sont d'intérêt public peuvent être financés par la contribution à l'élargissement.

Vous trouverez de plus amples informations sur les procédures de sélection des projets et les procédures d'attribution des mandats sur notre page Internet :

http://www.erweiterungsbeitrag.admin.ch/fr/Home/Selection_de_projets

Si vous avez des questions concernant la contribution suisse à l'élargissement, n'hésitez pas à contacter Monsieur Ulrich Stürzinger, responsable de la contribution Suisse au sein de la DDC (ulrich.stuerzinger@deza.admin.ch, tél: 031 32 222 13).

Simone HÜBSCHER
Assistante au SECO

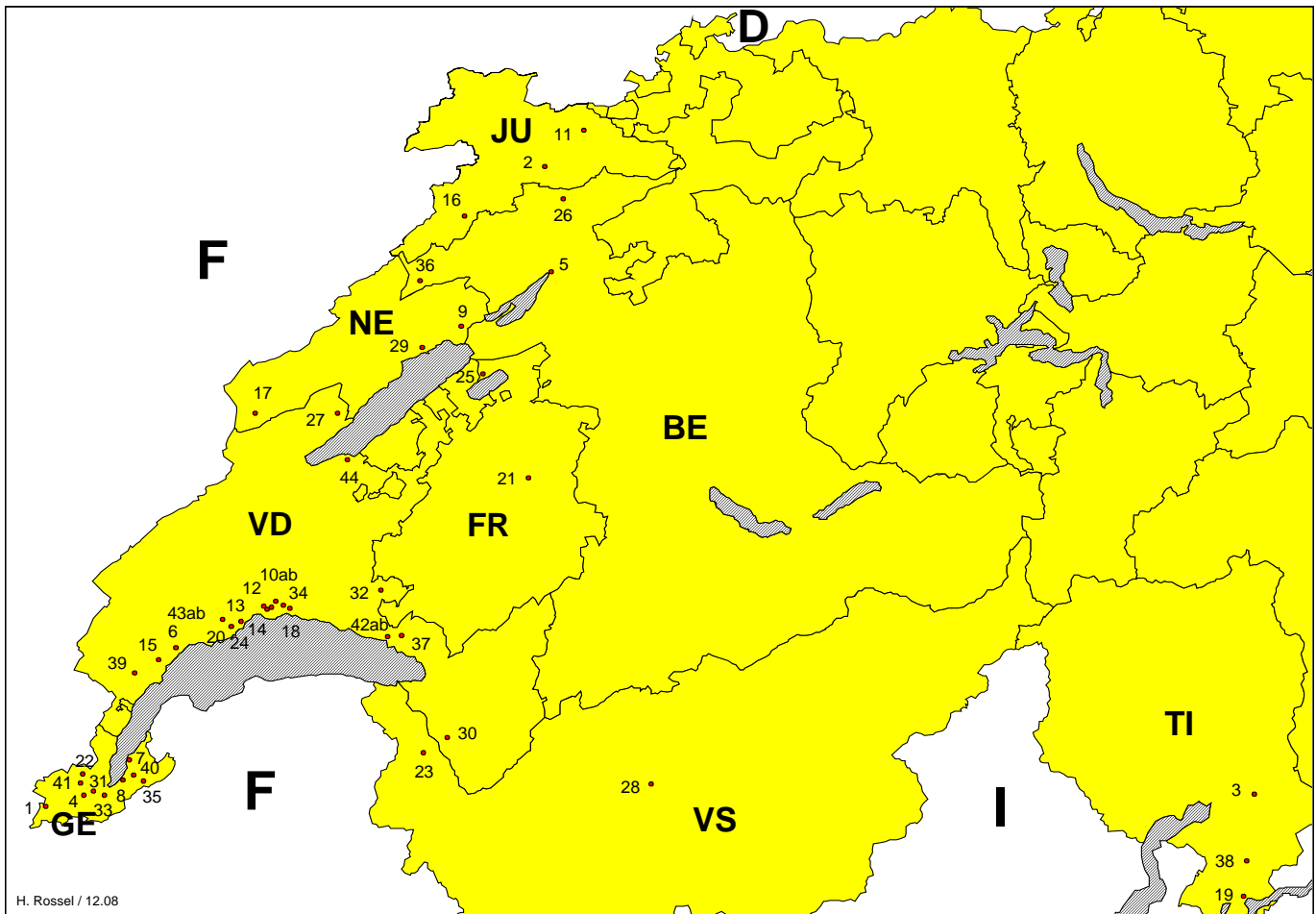


Où en sommes-nous dans nos partenariats ?

Les membres OVR, par communes suisses, partenaires des villages roumains

N°	Commune CH	Cant.	Village RO	Commune RO	Jud.	N°	Commune CH	Cant.	Village RO	Commune RO	Jud.
1	Avully	GE	Remetea	Remetea	HR	23	Monthey	VS	Telciu	Telciu	BN
2	Bassecourt	JU	Vânăta	Vânăta	GJ	24	Morges	VD	Ciolpani	Ciolpani	IF
3	Bellinzona	TI	Alba Iulia	Alba Iulia	AB	25	Môtier (Vully)	FR	Izvoru Dulce	Merei	BZ
4	Bernex	GE	Boița	Tâlmăciu	SB	26	Moutier	BE	Chiril	Crucea	SV
5	Bienne	BE	Iași ***	Iași	IS	27	Mutrux	VD	Sfântu Gheorghe***	Sfântu Gheorghe	CV
6	Bursinel	VD	Bonciu	Băbeni	VL	28	Nendaz	VS	Gherla	Gherla	CJ
7	Collonge-Bellerive	GE	Sâniacob	Lechința	BN	29	Neuchâtel	NE	Luca de Jos	Luca de Jos	HR
8	Cologny	GE	Porumbenii Mari	Mugeni	HR	30	Ollon	VD	***		
9	Cornaux	NE	Finteșu Mare	Șomcuta Mare	MM	31	Onex	GE	Brăduleț	Brăduleț	AG
10a	Crissier	VD	Boișoara	Boișoara	VL	32	Palézieux-Village	VD	Cădaciu Mare	Șimonești	HR
10b	Crissier	VD	Sâmbăta de Sus	Voila	BV	33	Plan-Les-Ouates	GE	Sângeorgiu	Sângeorgiu de Pădure	MS
11	Delémont	NE	Râu de Mori	Râu de Mori	HD	34	Prilly	VD	Brăduț	Brăduț	CV
12	Denges	VD	Brădeni ***	Brădeni	SB	35	Puplinge	GE	Plăieșii de Jos	Plăieșii de Jos	HR
13	Echandens	VD	Starchiojd	Starchiojd	PH	36	Renan	BE	Răițuți	Reghiu	VR
14	Ecublens	VD	Porumbacu de Sus	Porumbacu de Jos	SB	37	Saint-Légier	VD	Morăreni	Rușii Munți	MS
15	Gland	VD	Jidvei	Jidvei	AB	38	Tesserete	TI	Poiana Stampei ***	Poiana Stampei	SV
16	La Chaux-des-Breuleux	JU	* Tout le județ		MM	39	Trélex	VD	Toloșeni	Gălăuțăș	HR
17	La Côte-aux-Fées	NE	Cosovăț ***	Breznița-Motru	MH	40	Vandoeuvres	GE	Satulung	Satulung	MM
18	Lausanne (Gréco-cath.)	VD	Blaj	Blaj	AB	41	Vernier	GE	Ardusat	Ardusat	MM
19	Lugano	TI	Schitu Duca	Iași	IS	42	Vevey	VD	Goicea	Goicea	DJ
20	Lussy s/Morges	VD	Cadea ***	Săcueni	BH	43a	Yens	VD	Giurgioana	Podu Turcului	BC
21	Marly	FR	Tușnad	Tușnad	HR	43b	Yens	VD	Târgu Ocna	Târgu Ocna	BC
22	Meyrin	GE	Sânmartin	Sânmartin	HR	44	Yvonand	VD	***		

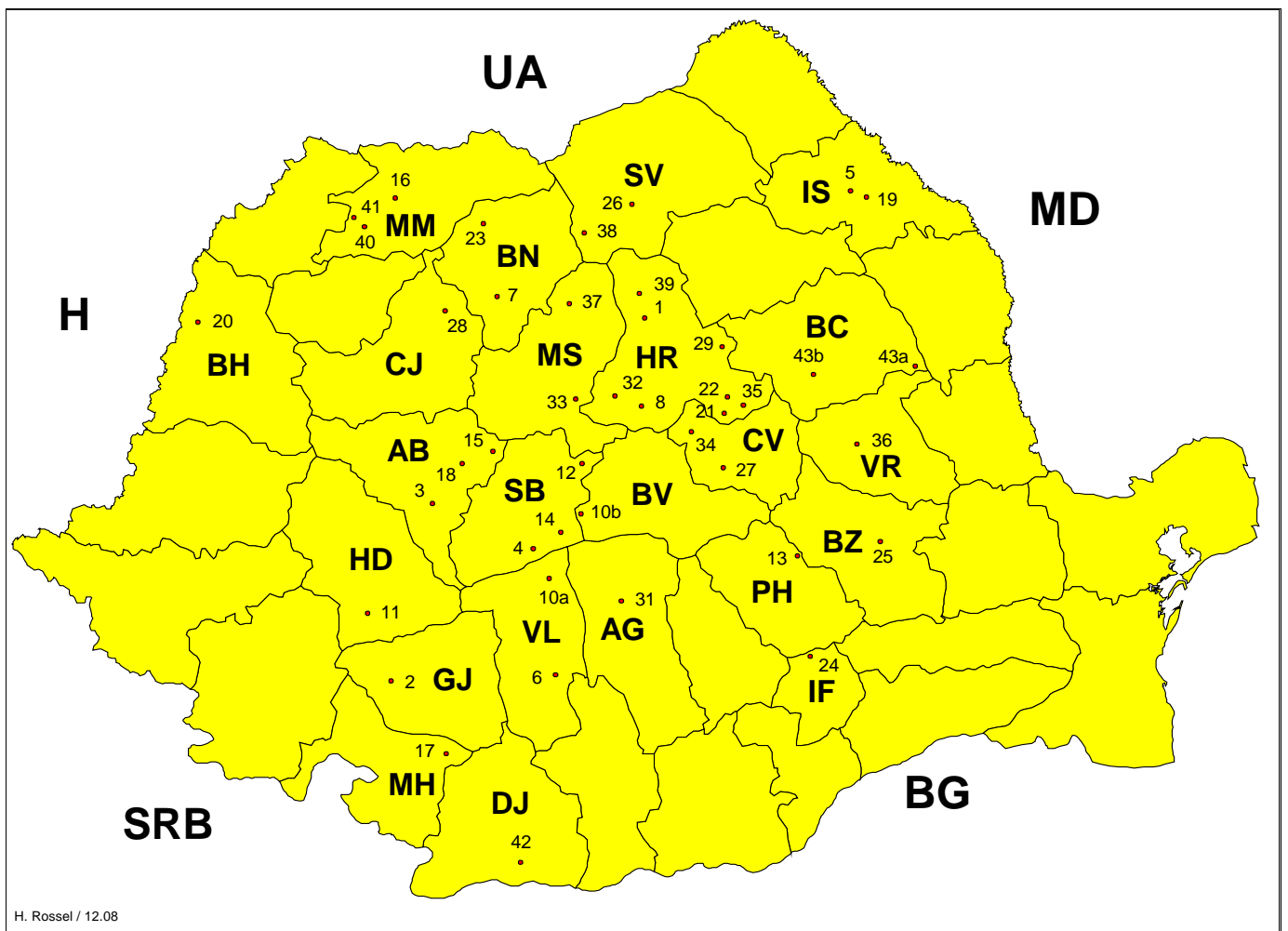
(*** = membres individuels)



Les villages roumains, par ordre alphabétique, partenaires des membres OVR-Suisse

N°	Village RO	Commu. RO	Jud.	Commune CH	Cant.	N°	Village RO	Commune RO	Jud.	Commune CH	Cant.
3	Alba Iulia	Alba Iulia	AB	Bellinzona	TI	35	Plăieșii de Jos	Plăieșii de Jos	HR	Puplinge	GE
41	Ardusat	Ardusat	MM	Vernier	GE	38	Poiana Stampei ***	Poiana Stampei	SV	Tesserete	TI
18	Blaj	Blaj	AB	Lausanne (Gréc-cath.)	VD	14	Porumbacu de Sus	Porumbacu de Jos	SB	Ecublens	VD
10a	Boișoara	Boișoara	VL	Crissier	VD	8	Porumbeni Mari	Mugeni	HR	Cologny	GE
4	Boița	Tâlmăciu	SB	Bernex	GE	36	Răiuți	Reghiu	VR	Renan	BE
6	Bonciu	Băbeni	VL	Bursinel	VD	11	Râu de Mori	Râu de Mori	HD	Delémont	NE
12	Brădeni ***	Brădeni	SB	Denges	VD	1	Remetea	Remetea	HR	Avully	GE
31	Brăduleț	Brăduleț	AG	Onex	GE	10b	Sâmbăta de Sus	Voila	BV	Crissier	VD
34	Brăduț	Brăduț	CV	Prilly	VD	33	Sângeorgiu	Sângeorgiu de Pădure	MS	Plan-Les-Ouates	GE
32	Cădăciu Mare	Șimonești	HR	Palézieux-Village	VD	7	Sâniacob	Lechința	BN	Collonge-Bellerive	GE
20	Cadea ***	Săcueni	BH	Lussy s/Morges	VD	22	Sânmartin	Sânmartin	HR	Meyrin	GE
26	Chiril	Crucea	SV	Moutier	BE	40	Satulung	Satulung	MM	Vandoeuvres	GE
24	Ciolpani	Ciolpani	IF	Morges	VD	19	Schitu Duca	Iași	IS	Lugano	TI
17	Cosovăț ***	Breznița-Motru	MH	La Côte-aux-Fées	NE	27	Sfântu Gheorghe***	Sfântu Gheorghe	CV	Muttrux	VD
9	Finteșu Mare	Șomcuta Mare	MM	Cornaux	NE	13	Starchiojd	Starchiojd	PH	Echandens	VD
28	Gherla	Gherla	CJ	Nendaz	VS	43b	Târgu Ocna	Târgu Ocna	BC	Yens	VD
43a	Giurgioana	Podu Turcului	BC	Yens	VD	23	Telciu	Telciu	BN	Monthey	VS
42	Goicea	Goicea	DJ	Vevey	VD	39	Toloșeni	Gălăuțăș	HR	Trélex	VD
5	Iași ***	Iași	IS	Biemme	BE	21	Tușnad	Tușnad	HR	Marly	FR
25	Izvoru Dulce	Merei	BZ	Môtier (Vully)	FR	2	Vânăta	Vânăta	GJ	Bassecourt	JU
15	Jidvei	Jidvei	AB	Gland	VD	16	* Tout le județ		MM	La Chaux-des-Breuleux	JU
29	Lunca de Jos	Lunca de Jos	HR	Neuchâtel	NE	30	***			Ollon	VD
37	Morăreni	Rușii Munți	MS	Saint-Légier	VD	44	***			Yvonand	VD

(*** = membres individuels)



H. Rossel / 12.08

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Devant l'évolution de la situation récente en Moldavie, les contacts culturels évidents entre les deux pays, ainsi que les désirs exprimés à plusieurs reprises par de jeunes Roumains et par des membres d'OVR, lors de différentes réunions, nous présentons, ci-dessous, un mini-dossier sur la situation actuelle qui prévaut dans ce pays. Ce dossier est composé d'extraits d'articles et de communiqués de presse de ces derniers jours.

Les électeurs du pays le plus pauvre d'Europe élisent [...] leur nouveau Parlement

La « stabilité avec les communistes » ou « lutter contre la corruption » avec l'opposition libérale : s'il faut en croire les affiches qui fleurissent à Chisinau, tel est le choix qui s'offre aux Moldaves appelés aux urnes [le dimanche 5 avril]. Au pouvoir depuis 2001, le Parti communiste du président Vladimir Voronine est quasiment certain de l'emporter face à une opposition fragmentée. Les 101 députés élus vont ensuite désigner le président de la République à la majorité qualifiée, alors que Vladimir Voronine ne peut, selon la loi, se représenter pour un troisième mandat.

Travailleurs à l'étranger

Dans ce petit Etat coincé entre l'Ukraine et la Roumanie, souvent qualifié du plus pauvre d'Europe avec un salaire officiel moyen de 265 francs par mois, les promesses populistes foisonnent en cette fin de campagne électorale : on propose d'augmenter les retraites de 20% dès le mois d'avril, ou encore de faire passer le salaire moyen à 760 francs par mois.

Des engagements qui risquent de ne pas suffire à enrayer l'hémorragie démographique. Plus de 350 000 Moldaves travaillent à l'étranger, soit 25% de la force de travail du pays. « En 2008, les transferts de fonds des travailleurs à l'étranger se chiffraient à 1,9 milliard de francs; c'est 38% du PIB moldave ! » explique Ghenadie Credu, responsable de programme à l'Organisation internationale pour les migrations. Avec la crise économique, la diminution de ces transferts de fonds, voire le retour des travailleurs migrants faute d'emploi à l'étranger, pourrait encore davantage déstabiliser la situation (Alexandre BILLETTE, *Le Temps*, Genève, 4 avril 2009).

*** **

La crise en Moldavie ravive les tensions avec la Roumanie

La crise moldave, depuis les législatives du 5 avril, met en lumière les relations complexes de cette petite République avec son grand voisin occidental. Ancien territoire roumain annexé par l'URSS pendant la seconde guerre mondiale et transformé en République soviétique, la Moldavie compte une population majoritairement roumanophone, à plus de 75 %, bien qu'un bon nombre de Moldaves maîtrise parfaitement le russe. (...)

Le président moldave Vladimir Voronine a violemment accusé Bucarest d'être en partie responsable des violentes manifestations de mardi 7 avril. « La Roumanie est impliquée dans tout ce qui se passe

chez nous », a-t-il déclaré mercredi à l'occasion d'une rencontre avec plusieurs représentants de la société civile.

En l'espace de quelques jours, les relations entre la Moldavie et la Roumanie se sont détériorées au point que les autorités moldaves accusent leur voisine d'avoir organisé un véritable « coup d'Etat ». L'onde de choc des manifestations violentes qui ont enflammé Chisinau, la capitale moldave, a retenti jusqu'à Bucarest, au risque d'internationaliser la crise politique moldave. Une bonne partie de la presse roumaine s'est aussi prise à rêver à une révolution qui mettrait à bas le pouvoir communiste, démocratiquement élu.

Mercredi [8 avril], le chef de l'Etat moldave a procédé à des mesures drastiques à l'encontre de son voisin. L'ambassadeur roumain à Chisinau, Filip Teodorescu, ainsi qu'un autre diplomate, ont été déclarés *persona non grata* et renvoyés à Bucarest. Au même moment, l'ambassadeur moldave en Roumanie était rappelé à Chisinau pour consultation. Trois journalistes roumains pourraient également être expulsés de Moldavie jeudi, selon la presse moldave.

Les autorités moldaves ont également introduit un régime de visas (gratuits) pour les Roumains qui veulent se rendre en Moldavie, à l'exception des populations vivant dans les zones frontalières (Alexandre BILLETTE et Mirel BRAN, *Le Monde*, Paris, 10 avril 2009).

*** **

Proportion des roumains-moldaves au sein du pays

D'après un sondage d'opinion réalisé par l'Institut des politiques publiques (IPP) de Chisinau en 2004, 81% des habitants de la République de Moldavie se considèrent comme Moldaves. Seuls 14% des personnes interrogées s'identifient comme Roumains et 86% des gens (Moldaves et Roumains confondus) considèrent que le moldave est leur langue maternelle. Pour autant, ceux qui s'identifient comme Roumains et parlent la langue roumaine constituent une « minorité active », visible dans le pays, et présente dans certaines élites. (Petru NEGURA, docteur en sociologie et professeur à l'Université en Moldavie et à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris), *Le Figaro*, Paris, 10 avril 2009).

*** **

L'UE appelle Chisinau à rétablir des relations normales avec la Roumanie

L'Union européenne a appelé jeudi les autorités moldaves à rétablir des « relations normales » avec la Roumanie et à respecter « toutes les libertés constitutionnelles ».

Dans un communiqué publié par les ministres des Affaires étrangères français, tchèque et suédois - la « troïka » européenne formée par les trois pays se succédant à la présidence de l'UE entre juillet 2008 et décembre 2009 - l'UE a souligné juger « essentiel d'avoir de bonnes relations avec ses voisins ».

« *Tout en comprenant la complexité des relations moldovo-roumaines, nous appelons le gouvernement moldave à rétablir des relations normales avec la Roumanie* », pays membre de l'UE depuis 2007, indique le communiqué.

« *Nous appelons les autorités moldaves à respecter toutes les libertés constitutionnelles et toutes les parties à se garder de toute violence* », ajoute-t-il.

Après avoir accusé Bucarest d'être derrière les violentes manifestations contre le pouvoir de mardi [7 avril] à Chisinau, les autorités moldaves ont notamment déclaré persona non grata l'ambassadeur roumain Filip Teodorescu et un conseiller de l'ambassade, sommés de quitter le pays dans les 24 heures.

Chisinau a en outre introduit un régime de visas avec la Roumanie.

Ce communiqué a été publié au deuxième jour de la visite à Sarajevo des ministres français Bernard Kouchner, tchèque Karel Schwarzenberg et suédois Carl Bildt (AFP, Paris, 9 avril 2009).

*** ** *

Moldavie – Un pays en mal d'identité

La Moldavie, ex-république soviétique entourée par l'Ukraine et la Roumanie, est secouée par des troubles à la suite des dernières élections législatives qui ont maintenu le gouvernement communiste en place. Prise dans une guerre d'influence sans fin entre Europe et Russie, le pays le plus pauvre du continent est déserté au fil des ans par ses habitants.

Depuis la semaine dernière, la Moldavie, ex-république soviétique est secouée par de violentes manifestations, suite aux élections législatives du 5 avril dernier, remportées par le parti communiste (PCM) au pouvoir depuis 2001. On recensait encore 10 000 manifestants dimanche dernier à Chisinau, la capitale, venus dénoncer le trucage des listes électorales ainsi que les interpellations et le passage à tabac de jeunes pendant les manifestations de la semaine dernière. Des milliers de manifestants avaient saccagé la présidence du Parlement. Des centaines d'interpellations ont eu lieu et un jeune de 23 ans a perdu la vie le lendemain de son interpellation, apparemment roué de coup. Le parquet a fait état d'un « *empoisonnement par une substance d'origine inconnue* ».

Afin de calmer les foules, le président Vladimir Voronine avait ordonné le recomptage des voix. Mais cela n'a pas suffi à l'opposition qui exige la vérification des listes électorales, ces dernières présentant de nombreuses incohérences. La Commission électorale centrale a autorisé des membres de l'opposition à vérifier les listes pendant quatre jours, mais les communistes ont saisi la justice pour contester cette décision. Une sévère répression des journalistes étrangers (arrestations, expulsions...), notamment roumains, a lieu actuellement.

Un pays, plusieurs peuples

La Moldavie est un petit pays de 4,3 millions d'habitants totalement enclavé entre la Roumanie et l'Ukraine. Comme dans la plupart des ex-républiques soviétiques, la population russophone y est très nom-

breuse, voire majoritaire dans certaines régions. Une forte communauté russophone est présente notamment en Transnistrie, une bande terre de 5 000 km² longeant la frontière ukrainienne et comportant 550 000 habitants. En plus des populations d'origine russe, la Moldavie héberge des minorités ukrainiennes Gagaouzes (turcophones d'orientation pro-russe). Cette coexistence de plusieurs minorités, d'histoire, de langue et de culture différentes, entraîne des tensions culturelles et politiques.

Un pays tiraillé entre Russie et Europe

La République de Moldavie est indépendante depuis août 1991. Mais, en dépit de cette indépendance, les liens avec la Russie demeurent très étroits. La Moldavie est sans cesse tiraillée, entre ses origines russes et ses ambitions européennes. Les rapports avec la Roumanie, dont l'histoire et la culture sont très intimement liées avec celles de la Moldavie (les deux territoires furent « séparés » arbitrairement par le gouvernement soviétique en 1924), créent une ligne de fracture supplémentaire. Une frange de la population, soutenue par des partis politiques, souhaite une réunification avec la Roumanie. Plus que sur un clivage gauche/droite, c'est sur un clivage pro-russe/pro-européen, que s'organise la vie politique moldave. Le PCM, au pouvoir depuis 2001, conduit une politique ambiguë, désireux de se rapprocher de l'Union européenne, tout en tentant de préserver les liens avec la Russie, au risque de s'attirer la colère des deux camps.

Derrière la Roumanie, l'Union Européenne

La Moldavie, pays le plus pauvre d'Europe avec 54% de ses habitants vivant en dessous du seuil de pauvreté, est, de plus en plus, séduite par le chant des sirènes européennes. Actuellement on compte 1 million de ressortissants moldaves vivant à l'étranger, dont 90% de façon illégale. Cette vaste immigration aurait permis en 2002 l'injection de 200 milliards de dollars dans l'économie du pays. La Roumanie voisine, entrée dans l'union en 2007 a dû resserrer le contrôle à ses frontières. Depuis, elle est devenue le symbole de cette aspiration européenne, à la fois modèle et bouc émissaire des maux de la Moldavie. Lors des manifestations de la semaine dernière, une partie des manifestants scandaient « *Nous sommes Roumains : Nous voulons être dans l'Europe* ». En représailles, le gouvernement moldave, qui affirme détenir des preuves de l'implication de la Roumanie dans les troubles, a déclaré l'ambassadeur de la Roumanie à Chisinau "persona non grata". Ainsi la Moldavie est tiraillée entre deux cultures, deux modèles économiques, deux identités. Attirée par l'Ouest, mais culturellement et historiquement attachée à l'Est, la Moldavie n'a pas encore réussi à afficher une ligne de conduite claire. Les clés de la résolution du conflit se trouvent peut-être à mi-chemin entre l'Europe – qui ne souhaite pas lui ouvrir ses frontières un peu plus – et Moscou qui est heureux de conserver la main sur une de ses ex-républiques sans pour autant avoir d'engagement en vis-à-vis. Aucune des deux puissances n'a intérêt à bouger, au grand dam des moldaves, dont ¼ a préféré quitter le navire, en attendant des jours meilleurs. (Laetitia GUEUGNON et Audrey VASSALLI, www.lepetitjournal.com, Bucarest, 15 avril 2009).

*** ** *

Bucarest allège les procédures pour recouvrer la citoyenneté roumaine

Bucarest a décidé mercredi d'alléger les procédures permettant de recouvrer la citoyenneté roumaine, une mesure qui touchera particulièrement les Moldaves, environ 800 000 sur une population de 4 millions ayant déposé des demandes en ce sens, selon les autorités roumaines.

La décision, annoncée par le Premier ministre Emil Boc, intervient alors que le président Traian Basescu a déclaré mardi avoir demandé au gouvernement de modifier la loi afin que les Moldaves « abusivement privés » de la citoyenneté roumaine puissent la recouvrer « en urgence », s'ils le souhaitent.

Cette mesure risque d'irriter encore davantage Chisinau, dont les relations avec Bucarest se sont fortement dégradées après les émeutes qui ont suivi les élections législatives du 7 avril en Moldavie. Chisinau affirme que la Roumanie était impliquée dans ces émeutes, une accusation que Bucarest rejette.

La Roumanie et la Moldavie partagent une histoire et une langue commune. L'essentiel du territoire de la Moldavie a appartenu à la Roumanie jusqu'à son annexion en 1940 par l'URSS après le pacte germano-soviétique entre Hitler et Staline.

« Ces procédures de simplification visent les anciens citoyens roumains (...) qui ont perdu la citoyenneté pour des raisons qui ne leur sont pas imputables, ou si elle leur a été retirée sans leur accord », a annoncé M. Boc.

Jusqu'à présent, des démarches plutôt compliquées ont limité le nombre de ceux qui ont recouvré la citoyenneté roumaine, vue comme un « passeport » vers l'Union européenne.

Selon l'ordonnance d'urgence approuvée par le gouvernement, les descendants de troisième degré pourront obtenir la citoyenneté roumaine, alors que cela était possible auparavant jusqu'au deuxième degré seulement.

M. Boc a précisé que l'obligation d'un entretien pour tester la connaissance de la langue roumaine avait été éliminée, car « il est évident » que les personnes concernées « ont su et savent la langue roumaine ».

Le chef du gouvernement a annoncé que le délai de vérification des documents déposés pour l'obtention ou le recouvrement de la citoyenneté serait désormais de cinq mois au maximum, contre au moins six mois auparavant (RTBF, www.rtbf.be, Bruxelles, 15 avril 2009).

GUIDE REȚEA TURISTICĂ - MISE À JOUR

Les informations changent: courriel- téléphone...

Quelques petites erreurs pas remarquées! Nous en sommes désolés.

Nous continuerons à vous communiquer les modifications au plus vite. Si vous en trouvez d'autres, faites-le nous savoir pour que nous puissions prévenir les autres utilisateurs du guide.

ATTENTION, LES TARIFS NE SONT PLUS VALABLES, il faut compter + ou - Ptit déj : de 10€ à 12€ / Demi-pension : de 14€ à 20€ / Pension complète : de 20€ à 28€

Vu la hausse de l'€ demandez de payer en RON (lei)

- CIOLPANI : EN STAND BY POUR L'INSTANT

Nouvelle équipe : Président association : George Alecsandru

Strate Manastirii,11 077050 Ciolpani

Courriel : mclareng@yahoo.com

Responsable touristique : Christina Ania Ionita

Strate Bucaresti-Ploesti,11 077050 Ciolpani

GSM : +40(0) 720 74 79 26

- **PURCARENI** : Nouveau courriel : info@arbredejoie.org

Site: www.arbredejoie.org

Nouvelle responsable : Vilmi Matyas

Nouveau Téléphone : +40(0) 268 51 70 GSM : +40 (0)745 81 86 83

- **SOARS** : Problème de Mail, téléphonez

- **VALEA LUNGA** : 3 nouveaux courriels: stoica46@k.ro; ili2006@personal.ro; et gigistoica47@yahoo.com

Nouvelle adresse de Marilena Stoica: Str. Eroilor BI 15B Blaj

- **SALISTE** : Nouveau courriel : mariacazan48@yahoo.com

- **TILISCA** : courriel iuga_e@hotmail.com

- **BERIU** : Nouveau téléphone GSM + 40 (0) 742 37 67 12

courriel du beau-fils: laurentfragniere@infonie.fr

- **PETRENI** : Nouveau TL/FX : +40 354 10 33 21 GSM : +40 727 87 244

courriel: ioanpoca@yahoo.com

- **SEBESUL DE SUS** : Nouvelle équipe : Président : Mircea Lugoian Tél: +40(0) 269 25 88 52

Secrétaire : Dorina Mocanu Téléphone : +40(0) 269 25 88 06 Fax : +40 269 52 74 43

Courriel : scl_racovita@yahoo.com

- **ARIESENI** : Courriel: martamaghiar@yahoo.com

- **GARDA DE SUS** : Corrigez le préfixe du téléphone de Ioan Stefanut : 040

Courriel: ioan Stefanut@yahoo.fr

- **GORNISTI** : Nouveaux contacts: **Orban Zolly**: ozn@freemail.hu

Julia Golya: juli.golya@yahoo.com

- **BOTIZA** : GSM +40(0)722 94 21 40

George turca -- 437086 Botiza

+40 (0)262.33.41.10 et fax : +40 (0)262.33.42.33

Courriel : botizavr@sintec.ro

- **VADU IZEI** : Nouveau courriel: office@ovr.ro

- **CRACIUNESTI** : Le Mail ne fonctionne pas, Téléphonez.

- **VAMA** : ATTENTION ne plus passer par la mairie, mais par le :

Nouveau président : Gheorghe Boca

Courriel : doinageorge@yahoo.fr / gica_boca@yahoo.fr

Soit toujours par Coca Simionescu

- **LAZAREA** : Restructuration de l'équipe:

Responsable OVR: Csilla Molnar GSM: +40 (0) 740 17 76 44

Resp. Touristique: Hajnal Bartalis GSM: +40 (0) 741 24 51 07

LE BUREAU D'INFORMATION EST OUVERT.

ST. Principâla, no 1369 Tel.+Fax: +40 (0) 266 36 46 95

Nouveau courriel: ovrlazar@yahoo.com

Nouvelle adresse courriel pour commande guide et renseignements :

martinedumoulin@skynet.be (Fait le 20.3.09)

(Fiche communiquée par Martine BOVON-DUMOULIN)

ANNONCES

A l'occasion du 10^e anniversaire du Pacte d'amitié entre Nendaz (VS) et Gherla (CJ)




ROUMANIE

LA MAIRIE DU MUNICIPE DE GHERLA

LA MAISON MUNICIPALE DE LA CULTURE DE GHERLA

LE GROUPE FOLKLORIQUE «ARDEALUL»

LA MAISON MUNICIPALE DE LA CULTURE DE GHERLA

LE GROUPE FOLKLORIQUE «ARDEALUL»

Piata Libertatii nr. 2A
405300-GHERLA
Jud. Cluj-Roumanie
Tel. 0040 264 241 566
E-mail : mihesteianion@yahoo.com




LE GROUPE FOLKLORIQUE «ARDEALUL»

Le groupe folklorique «ARDEALUL», fondé en 1990 par M.Mihesteian, Jean, le directeur de la Maison de Culture de Gherla, est un ensemble qui est resté toujours jeune, car chaque année il accueille de nouveaux membres, jeunes passionnés du folklore roumain. Dans ces 19 ans d'existence plus de 400 jeunes de notre cité ont appris les belles danses transylvaines.

Transmises d'une génération à l'autre, étroitement liées aux moments fondamentaux de la vie paysanne, accompagnées par des instruments musicaux traditionnels, nos danses populaires représentent un vrai trésor national qui a survécu à l'assaut des temps modernes.

Les danseurs portent des vêtements traditionnels de notre région (la vallée du Somés), tissés et brodés avec des motifs ornementsaux d'un grand raffinement et richesse de couleurs. Un petit groupe de musiciens, avec leurs instruments traditionnels-violon, accordéon, contrebasse, accompagnent nos danseurs.

Le répertoire du groupe folklorique «ARDEALUL» est divers : plus de 20 danses populaires provenant de différentes régions de la Transylvanie, avec des costumes spécifiques à chaque zone, qui mettent en évidence les authentiques traditions folkloriques roumaines. L'accompagnement instrumental et les chanteurs solistes complètent les séquences de danses dans un spectacle plein de rythme, joie et rayonnante jeunesse.




Tournée en Italie



Tournée en Suisse

Participations.
Dans les presque 20 d'activités, le groupe folklorique «ARDEALUL», a participé chaque année à de nombreux festivals folkloriques régionaux et nationaux, à toutes les manifestations culturelles organisées par la ville de Gherla et à laiff des tournées en France, Suisse, Allemagne, Hongrie et Italie, en vrais ambassadeurs de la culture traditionnelle roumaine.

Le groupe folklorique « Ardealul » de Gherla

Le groupe folklorique de Gherla se produira à Nendaz dans le cadre des 10 ans du Pacte d'amitié avec Gherla en août prochain.

Profitant de son passage en Suisse, et afin de récolter un peu d'argent pour les frais de voyage, les membres du groupe souhaitent se produire en Suisse romande...

Les dates libres pour l'instant sont (pour des concerts le soir ou en journée) : jeudi 20 août, lundi 24 août, mardi 25 août, éventuellement mercredi 19 et mercredi 26 août.

L'hébergement est assuré à Nendaz. L'idée serait une petite collation/boisson et la collecte (ou une partie) pour les frais de voyage.

Pascal Praz est à disposition pour tout renseignement complémentaire.

Inauguration à l'Eglise saxonne d'Axente Sever / Frauendorf

Après des mois et des mois de retard, dus à des problèmes de restauration rencontrés sur place, nous avons appris avec plaisir que l'inauguration festive du Musée et des chambres d'hôtes de l'Eglise saxonne d'Axente Sever / Frauendorf aura lieu le samedi 2 mai 2009. La nouvelle nous a été communiquée par Ton van Rijen, membre du Comité d'OVR-NL et responsable du projet du Musée.

La journée commencera par un culte et la participation de l'Octet d'hommes de Mediaş. Quelques discours d'inauguration seront ensuite prononcés par les différents participants au projet : la Deutsche Bundesstiftung Umwelt, la Siebenbürgen Sächsische Stiftung, ProDenkmal, la coordination OVR-NL et le Mihai Eminescu Trust. Parmi les invités, relevons la présence de l'Ambassadeur des Pays-Bas, le Consul Général Aleman, le président du Conseil provincial de Sibiu et le Maire d'Axente Sever / Frauendorf.

Après la consécration de l'église et du projet, J. Hulsemann, expliquera les difficultés rencontrées comme architecte-restaurateur, ayant dû prendre le projet en cours de route, et Ton van Rijen présentera les grandes lignes des options suivies dans l'élaboration du concept du « Muzeul Cetate Axente Sever / Frauendorf ».

La journée « portes ouvertes » sera aussi l'occasion de la présentation d'un programme culturel, préparé et présenté par l'école d'Axente Sever / Frauendorf.

Nous n'aurons malheureusement pas l'occasion de nous y rendre, puisqu'il s'agit du jour même de notre Assemblée générale à Crissier, mais nous voulions quand même vous en faire part, car cela fait plusieurs années que nous vous avons régulièrement tenu informés de l'avancement de ce projet.

Nous ne pouvons que chaudement vous inviter à visiter ce Musée des Saxons de Transylvanie et à profiter des installations mises à votre disposition avec les nouvelles chambres d'hôtes, construites dans l'enceinte même des fortifications de l'église.

Nous vous tiendrons au courant par la suite mais, si vous désirez vous y rendre dès cet été, n'hésitez pas à prendre contact avec l'une des personnes suivantes :

Ton van Rijen, e-mail : ajpcvanrijen@wanadoo.nl

Reinhard Guib, e-mail : bezirkmedias@yahoo.ro

Ou rendez-vous sur le site : www.ovr-nederland.tk/

